



Nonviolent Peaceforce

La réponse est dans la communauté

L'intervention civile de paix dans la pratique 2024

4 Liste des acronymes

6 Avant-propos

8 Soudan

Appel aux décideurs pour prévenir les atrocités au Darfour

12 Ukraine

Repos et récupération dans l’œil du cyclone

18 Myanmar

Alerte précoce, réponse rapide dans un conflit oublié

22 Les Philippines

Contrôle communautaire des armes légères et de petit calibre

28 Soudan du Sud

Promouvoir une communauté de pratique sur l’ICP au Soudan du Sud

34 Irak

La protection par la connexion : La sécurité axée sur les personnes comme catalyseur de la cohésion sociale

40 Indonésie

Promouvoir la réconciliation, la guérison et les droits des femmes à Aceh

44 États-Unis

Autonomisation des jeunes et renforcement de la sécurité communautaire dans le nord de Minneapolis



Couverture : Najah Untong est enseignante, surveillante EWER et participante depuis des années aux projets de NP. Elle anime régulièrement des ateliers sur la consolidation de la paix et la résolution des conflits, défend l’éducation et reconnaît les risques du mariage précoce des enfants. Mindanao, Philippines, 2024. Denise Rafaeli Cadorniga/NP
Ci-dessus : Najah avec l’un de ses élèves.



Ci-dessus : Les champions du genre et NP rencontrant un membre de la communauté. Pibor, Soudan du Sud, mars 2024. © NP

Liste des acronymes

ATRC	Commission vérité et réconciliation d’Aceh
BARMM	Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane
EPC	Équipe de protection communautaire*
État islamique	État islamique ou Daech
EWER	Alerte précoce, réponse rapide
DDH	Défenseurs des droits humains
PDI	Déplacé(s) interne(s)
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
FMIL	Front Moro islamique de libération
NP	Nonviolent Peaceforce
ICP	Intervention civile de paix
ONU	Organisation des Nations unies
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations unies au Darfour
EFP	Équipe de protection des femmes*
EPJ	Équipe de protection des jeunes*

*Remarque : en Irak, le « P » dans EPC, EFP et EPJ signifie « Paix » et non pas « Protection »



La paix au milieu de l'urgence, la protection dans la consolidation de la paix. En haut : Le comité EWER peint le visage des enfants et leur offre une aide psychosociale de première urgence. Camp d'Abu Shuok, Darfour du Nord, Soudan, 4 décembre 2024. © NP
Ci-dessous : Accompagnement protecteur de Vilma Kari, survivante d'un crime haineux, lors de son témoignage. New York City, États-Unis, 21 février 2024. NP



Réfléchir à ces tendances inquiétantes peut conduire au désespoir et à la paralysie, deux sentiments qui ne doivent en aucun cas dicter nos actions en ce moment. Le remède consiste à agir au sein de la communauté, dans un souci de paix et de protection, en renforçant les liens qui nous unissent. Savoir comment mettre cela en pratique – à quoi cela peut ressembler, comment surmonter les obstacles, les déceptions et les revers, comment préserver les acquis – peut sembler un défi insurmontable.

Cette publication donne un aperçu de ce à quoi ces actions peuvent ressembler dans la pratique, en explorant les stratégies et pratiques de non-violence que Nonviolent Peaceforce et les communautés locales avec lesquelles nous travaillons avons utilisées pour prévenir, réduire et répondre à la violence au cours de l'année 2024. Couvrant un large éventail de lieux et de communautés différents (Soudan, Ukraine, Myanmar, Philippines, Soudan du Sud, Irak, Indonésie et États-Unis), ces exemples visent à illustrer les défis, les opportunités et les tensions auxquels sont confrontés les praticiens de l'intervention civile de paix dans le cadre de leur travail. En dépit des difficultés inhérentes à ce travail – la lenteur du processus de construction de relations et de la confiance, les défis liés à la recherche de voies d'accès pour la protection dans des contextes caractérisés par une violence active et brutale – ces cas mettent en lumière les possibilités qu'offre la non-violence et les différentes façons dont elle peut être utilisée pour assurer la sécurité des personnes. Ces réflexions s'adressent essentiellement à ceux qui souhaitent explorer les actions non violentes pour la protection et la paix dans la pratique, qu'il s'agisse de praticiens chevronnés à la recherche d'une base solide dans différents contextes, d'humanitaires cherchant à intégrer des actions non violentes dirigées par des civils dans leurs programmes, ou de

personnes désireuses de s'engager dans la sécurité non violente au sein de leurs communautés et qui ont besoin d'inspiration pour savoir par où commencer.

Ces cas présentent plusieurs caractéristiques communes, malgré la diversité des contextes dans lesquels ils s'inscrivent. L'une d'elles est que la possibilité d'une action non violente subsiste même face à une violence active. En Ukraine, les intervenants humanitaires, en première ligne à Kherson, expliquent comment la création d'un centre pour les bénévoles leur a permis de mieux coordonner et soutenir leur travail au service des civils en première ligne du conflit. À El Fasher, au Darfour, qui, comme Kherson, est soumis à des agressions, des bombardements et des attaques contre les civils, l'équipe de NP explique comment elle soutient les communautés à se protéger mutuellement grâce au travail des équipes de protection communautaire, et comment elle a utilisé le plaidoyer comme outil de protection.

Les exemples du Myanmar et des Philippines illustrent tous deux le pouvoir de la prévention pour sauver des vies. Au Myanmar, NP aide les communautés à mettre en œuvre des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide qui se sont révélés être des mesures vitales, fournissant aux civils les compétences, les stratégies et le temps dont ils ont besoin pour répondre à la violence avant qu'elle ne survienne : « Quand je suis arrivé dans [le village], j'ai découvert que toutes les personnes que j'avais initiées aux mécanismes d'alerte précoce, réponse rapide (EWER) avaient évacué les lieux en toute sécurité avec leurs familles », a déclaré un bénévole du Myanmar. Aux Philippines, les équipes expliquent comment elles mettent en œuvre des mesures préventives dans la région post-conflit de Mindanao, sous la forme de zones sans armes à feu ou de zones protégées contre les armes à feu. NP a collaboré avec les parties prenantes locales pour établir et maintenir plus de 36 zones (en 2025), réduisant ainsi la présence d'armes légères et de petit calibre dans ces zones et fournissant aux communautés des mécanismes de sécurité alternatifs et non armés.

Les cas du Soudan du Sud, de l'Irak et de l'Indonésie démontrent le rôle de la non-violence dans l'évolution des mentalités et de la culture au lendemain de la guerre. Au Soudan du Sud, l'exemple explique comment plus de 100 équipes de protection communautaire, défenseurs des droits humains et autres parties prenantes ont établi ensemble une communauté de pratique formalisée afin de soutenir

un changement durable et à long terme au Soudan du Sud. En Irak, les communautés travaillent également de concert pour assurer la protection, comme le montre l'exemple des équipes de femmes pour la paix (EFP), qui constituent un moyen de surmonter les préjugés et la haine à l'égard des rapatriés rejetés en raison de leur affiliation présumée à l'État islamique. Une femme qui est retournée en Irak et qui a trouvé la voie de la guérison ainsi qu'une communauté grâce à sa participation à une EFP, a déclaré : « Nous avons travaillé, nous nous sommes entraînées, nous avons pleuré, nous avons compris nos sentiments respectifs et nous avons fait preuve d'empathie les unes envers les autres. Nous avons commencé à faire des activités ensemble et à nous rendre mutuellement visite. » En Indonésie, NP a également œuvré en faveur de la transformation communautaire des conflits en soutenant six organisations de la société civile afin de faciliter l'élaboration de stratégies communes, de rétablir la confiance mutuelle et de promouvoir l'action collective. De même, aux États-Unis, NP s'est attachée à créer des espaces sécurisés pour les jeunes à risque de se livrer à des actes de violence, afin qu'ils puissent découvrir la sécurité en se rapprochant de leurs semblables. Tous ces exemples témoignent de la vision à long terme de la non-violence et du processus lent, mais nécessaire de réparation des relations et des séquelles de la violence.

Face à l'escalade de la violence contre les civils, il est essentiel que nous sachions reconnaître les exemples qui incarnent l'espoir et montrent que tout est possible. Cette publication rassemble des témoignages d'actes de courage, de vies sauvées, de relations réparées, toujours dans un contexte difficile et de violence, mais poursuivis malgré tout. Nous espérons que ces actions et ces réflexions nous rappelleront que la prévention, la protection et la réparation sont possibles, qu'il est important d'investir dans la paix et la protection pour sauver des vies, et qu'elles inspireront nos actions futures.

— **Dr. Felicity Gray, responsable mondiale de la politique et du plaidoyer, Nonviolent Peaceforce**

† <https://news.un.org/en/story/2025/06/1164541>

Soudan

APPEL AUX DÉCIDEURS POUR PRÉVENIR LES ATROCITÉS AU DARFOUR

La plus grande crise de déplacement au monde

NP a mis en place son programme de protection sur place au Darfour en 2022, encouragée par la résolution 2579 (2021) du Conseil de sécurité des Nations unies, qui approuve l'utilisation de l'ICP pour traiter les besoins non couverts en matière de protection laissés par le retrait de la force de la MINUAD dans le contexte post-conflit. Un an plus tard (avril 2023), une lutte pour le pouvoir entre les chefs militaires a dégénéré en une véritable guerre. Depuis, le Soudan a été dévasté par les quelque 12 millions de personnes qui ont fui le pays (souvent les plus instruites ou les plus riches), et la moitié de ceux qui restent sont touchés par l'insécurité alimentaire. En 2024, elle était considérée comme la plus grande crise de déplacement au monde.¹ El Fasher, capitale du Darfour du Nord et principale base opérationnelle de NP tout au long de l'année 2024, a servi de refuge à de nombreuses personnes fuyant les régions environnantes, mais elle était assiégée depuis mai 2024, aucun convoi de l'ONU n'ayant pu atteindre la ville depuis

près d'un an. Une famine a été officiellement déclarée à Zamzam,² le camp en périphérie d'El Fasher qui abrite, selon des estimations prudentes, environ un demi-million de déplacés internes et de réfugiés, et qui accueille la première équipe de protection des femmes (EPF) de NP au Soudan.

S'adapter à un contexte d'escalade rapide

En 2024, NP était l'une des cinq ONGI encore physiquement présentes à El Fasher et dans le camp de déplacés internes voisin, Zamzam. Le maintien de sa présence dans le pays a nécessité une réorientation rapide des

« *Même si nous n'aidons que quelques personnes à se protéger, cela donne de l'espoir et de la motivation à tout le monde.* »



Ci-dessus : Comité d'alerte précoce et de réponse rapide au Darfour du Nord. 2023. © NP
Citation : Nic Pyatt, « La question de la paix », Meditation Magazine, juillet 2024.

ressources et des capacités pour passer d'une intervention post-conflit et de consolidation de la paix à une réponse d'urgence humanitaire de haute intensité et à haut risque. Lorsque les niveaux de violence ont rapidement augmenté en intensité et en ampleur et qu'El Fasher a été assiégée, il est devenu difficile pour la petite équipe de NP de maintenir ses efforts de protection directe ou, du moins, de les mettre en œuvre pour dissuader les principales menaces provenant des forces belligérantes. Dans une large mesure, l'équipe a réorienté sa stratégie vers l'atténuation des conséquences de cette violence, par exemple en renforçant les capacités de préparation et d'autoprotection des communautés ou en coordonnant l'aide humanitaire. Lorsque les Forces de soutien rapide (RSF), une force paramilitaire, ont pris le contrôle des sources d'eau d'El Fasher, à l'ouest de la ville, en octobre et novembre 2023, la population civile d'El Fasher (en pleine expansion en raison des déplacements de population) s'est retrouvée avec un accès dangereusement limité à l'eau potable et à l'hygiène de base. Les chauffeurs de camions-citernes n'étaient pas prêts à se déplacer en raison des risques sécuritaires, et les familles ne pouvaient pas accéder en toute sécurité à d'autres points d'eau situés en dehors de la ville. En réponse, NP en coordination avec des groupes locaux a identifié et mobilisé des ingénieurs hydrauliques bénévoles pour réparer ou augmenter la capacité des points d'eau existants dans les zones sûres de la ville.

Les groupes locaux prennent le relais suite au retrait des agences humanitaires

Face au vide laissé par le retrait des agences humanitaires internationales du Darfour, les communautés ont intensifié leurs propres initiatives locales, telles que les collectifs de premiers secours. NP, l'une des rares organisations humanitaires internationales encore présentes à El Fasher, a renforcé son soutien aux « groupes d'entraide » locaux existants et émergents. Elle a collaboré avec ces groupes pour coordonner l'aide vitale, renforcer leurs capacités à fournir les premiers soins psychosociaux et les aider à intégrer la sûreté et la sécurité dans leurs efforts de réponse humanitaire. NP a également contribué indirectement à la mobilisation des collectifs d'entraide. Les EFP et les comités d'alerte précoce, réponse rapide (EWER) que NP avait mis en place avant la guerre se sont recentrés sur la facilitation et la fourniture d'une réponse aux situations d'urgence. Lorsque les personnes nouvellement déplacées sont arrivées à Zamzam vers la fin de l'année 2023 et au

début de l'année 2024, les services humanitaires et le soutien gouvernemental n'étaient pas disponibles. En réponse, les EFP et les comités EWER ont mené des actions dans les camps pour faire face aux risques en matière de protection des nouveaux arrivants. Ils ont partagé des informations sur la vie du camp, identifié les ménages vulnérables et veillé à ce qu'ils soient installés dans des zones sûres du camp. Ils ont également recueilli des dons auprès des résidents du camp et les ont distribués à ceux qui en avaient le plus besoin. Au cours du dernier trimestre 2024, les comités EWER et d'autres collectifs de bénévoles ont poursuivi leurs efforts dans le quartier le plus touché d'El Fasher, Abu Shok. Alors que les bombardements quotidiens se poursuivaient, ils ont refusé d'abandonner et ont continué à organiser les efforts de réponse, en mettant les civils blessés en contact avec les prestataires d'aide médicale.

Changer les attitudes sur le rôle des femmes par l'action directe

En plus de répondre à l'urgence humanitaire, les EFP dans le camp de Zamzam et ailleurs ont joué un rôle essentiel dans la résolution des problèmes de protection tels que la violence domestique et les conflits intercommunautaires. Leur participation à l'identification des risques émergents et au soutien des ménages s'est accrue au fur et à mesure qu'ils gagnaient la confiance de leur communauté. Leur mobilité et leurs réseaux de communication ont permis de transmettre rapidement les signes d'alerte précoce aux responsables du camp. Les responsables des camps ont de plus en plus recours aux EFP pour lutter contre la violence au niveau des ménages et interrompre les cycles néfastes. Il s'agit là d'une avancée significative, qui témoigne d'un profond changement d'attitude depuis que NP a commencé à s'engager au Darfour en 2022, à une époque où les femmes étaient largement exclues des postes de leadership et de protection. Bien que la société soit patriarcale, les chefs communautaires masculins reconnaissent de plus en plus l'importance des EFP pour renforcer la sécurité communautaire, et sont désormais plus ouverts à discuter des violences sexuelles et basées sur le genre. Les efforts déployés par les EFP pour organiser la collecte d'eau et de bois de chauffage ont été associés à la diminution du nombre de cas de viols signalés, comme l'ont reconnu les agences médicales et les chefs communautaires. Leur rôle dans la promotion d'un dialogue public sur la violence domestique a contribué à réduire le nombre d'incidents.



Le plaidoyer comme principale stratégie de protection

Avec l'encerclement d'El Fasher par les forces armées et la poursuite du siège, le risque d'atrocités à grande échelle est devenu important et inquiétant. Il est apparu clairement que les voies d'accès habituelles et les moyens d'action dont disposait NP pour exercer son influence au niveau local afin de répondre aux préoccupations de protection des civils avaient un impact limité et étaient insuffisants. En conséquence, NP a redoublé ses efforts de plaidoyer de haut niveau pour contribuer à arrêter ou à minimiser l'impact d'une catastrophe imminente.

Par le biais d'alertes urgentes, de séances d'information privées et d'engagements publics, NP a utilisé ses relations pour attirer l'attention sur la situation au Darfour. Une surveillance active de la situation des affrontements par l'équipe sur place à El Fasher a permis d'obtenir des informations détaillées et en temps réel sur l'évolution du contexte et les besoins en matière de protection des civils. Il s'agissait d'un élément essentiel de la stratégie de plaidoyer de l'équipe et d'une condition indispensable pour obtenir la légitimité et la confiance nécessaires pour attirer l'attention des parties prenantes au sein des Nations unies, de l'Union européenne et des États membres. Une analyse de données effectuée par NP, recoupée avec celles d'autres acteurs, notamment les images satellites de l'Observatoire des conflits de Yale, a suggéré que dans un délai possible de deux à trois semaines, au moins 600 000 civils risquaient d'être touchés par des affrontements violents entre les forces belligérantes. Malgré l'ampleur du risque, peu de parties prenantes s'étaient suffisamment engagées ou exprimées sur la situation au Darfour du Nord, et les efforts de plaidoyer étaient principalement axés sur une opération de paix pour le Soudan dans son ensemble.

NP a été l'un des premiers acteurs à tirer la sonnette d'alarme sur le risque d'atrocité, ce qui a incité d'autres acteurs à faire de même. L'impact cumulé du plaidoyer de NP sur la situation en août et en septembre est substantiel ; il a contribué à de multiples déclarations de haut niveau de la part d'autres acteurs, notamment sur la situation à El Fasher et Zamzam, à une attention particulière accordée au Soudan lors de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, et à des mesures concrètes de la part des États sous la forme de sanctions individuelles.

La situation à El Fasher reste catastrophique et critique, et il est difficile de savoir dans quelle mesure l'attention portée à cette situation pourra influencer les actions des parties au conflit sur place. Néanmoins, il est important de continuer à attirer l'attention sur les besoins des civils et sur l'impact de la violence actuelle, et d'attirer l'attention des parties belligérantes sur les enjeux politiques et sociaux liés à leur décision de recourir à la violence au Darfour du Nord. Le rôle de NP, l'un des rares partenaires à poursuivre ses activités sur place jusqu'en 2024, a permis d'obtenir d'importantes mises à jour contextuelles en temps réel et a permis au personnel de direction de NP de s'exprimer avec autorité sur la situation au fur et à mesure de son évolution. La collaboration avec un groupe restreint d'acteurs clés a également contribué au succès de la campagne de sensibilisation en permettant de prendre rapidement des décisions, d'apporter des modifications et de mener des actions en fonction de l'évolution rapide de la situation, tout en restant étroitement coordonnés et en communication les uns avec les autres afin d'assurer la diffusion d'un message fiable et unifié. La mise en œuvre efficace d'un programme de plaidoyer au Darfour en 2024 a non seulement permis au programme soudanais de NP de survivre, mais a également renforcé la capacité organisationnelle de NP dans tous les pays à utiliser le plaidoyer comme méthode faisant partie intégrante de l'ICP.

[1] 50 000 personnes ont connu des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire, tandis que 25,6 millions de personnes ont souffert de la faim à un niveau de crise. PAM, juin 2024, <https://www.wfp.org/news/sudan-facing-unprecedented-hunger-catastrophe-say-un-agency-chiefs>

[2] <https://press.un.org/en/2024/sc15784.doc.htm>

Ukraine

REPOS ET RÉCUPÉRATION DANS L'ŒIL DU CYCLONE

« Grâce à notre participation régulière au Centre, nous avons réussi à établir une coopération avec de nombreuses organisations, ce qui nous a permis de renforcer le soutien humanitaire et d'élargir les possibilités d'aide à la population. »
- Oleg, intervenant de première ligne, Kherson

Épuisement et insécurité des intervenants de première ligne

Depuis les premiers jours de la guerre en Ukraine, les intervenants locaux de première ligne ont été à l'avant-garde des efforts de réponse humanitaire. En raison des combats actifs, des déplacements fréquents de la ligne de front, des frappes de drones incessantes et des bombardements, de nombreuses organisations internationales sont réticentes ou ne sont pas en mesure d'accepter les risques liés à une intervention directe près des lignes de front. Pourtant, les besoins des civils dans ces régions, et au-delà,

restent urgents et immenses. Cela laisse de nombreuses organisations non gouvernementales nationales et des collectifs de bénévoles auto-organisés seuls pour aider les civils, alors qu'ils sont eux-mêmes touchés par la guerre et ont souvent besoin de services similaires. Malgré des partenariats avec des ONGI plus importantes et une reconnaissance croissante des obligations de diligence, les relations asymétriques entre les ONGI et les intervenants locaux de première ligne conduisent souvent à l'externalisation des risques vers les partenaires locaux sans soutien adéquat en matière de protection physique, technique et psychosociale.

Mise en place de centres pour les bénévoles pour le repos et la récupération

NP s'est penché sur les risques et a trouvé des moyens d'aller au-delà des normes en matière de devoir de diligence afin d'améliorer de manière proactive la sécurité et la sûreté des bénévoles de première ligne, et de travailler à la mise en place d'une infrastructure de réponse plus durable. Ce faisant, cela a renforcé la place centrale de ces humanitaires locaux dans des efforts plus larges de réponse aux situations d'urgence. L'une des initiatives pilotées par NP en 2024 est la création de centres pour les bénévoles. Les civils qui se portent volontaires en première ligne n'ont généralement pas accès à des infrastructures et ne disposent pas d'occasions de se réunir pour discuter de leurs difficultés et de leurs besoins, alors qu'ils sont confrontés quotidiennement à des conditions difficiles et à des

À droite : Centre pour les bénévoles. Ukraine, 2024. © NP





avec les organisations locales intervenant directement sur place. Par conséquent, les intervenants civils ont eu du mal à répondre aux besoins écrasants avec une coordination limitée entre eux et avec des partenaires internationaux éloignés. Cette situation n'était pas seulement source de confusion, d'incompréhension et de duplication des efforts, mais la tension constante compromettait le bien-être physique et mental des intervenants civils. Cela a compromis leur capacité à se protéger pendant qu'ils prêtaient assistance aux autres, ce qui a accru le risque de préjudice et d'épuisement.

En réponse, NP a proposé la création d'un centre pour les bénévoles à Kherson, un espace flexible et sûr que les intervenants de première ligne pourraient utiliser pour se reposer, se ressourcer et qu'ils pourraient utiliser pour la coordination ou d'autres besoins. Au cours d'un atelier de réflexion réunissant une vingtaine de partenaires locaux, NP a animé une discussion sur le concept d'un centre pour les bénévoles. Les groupes locaux ont discuté de leurs besoins, de leurs priorités et de leurs défis, avant de déterminer collectivement comment ils allaient mettre en place et utiliser le centre. Il s'agissait notamment de prévoir des douches et des jeux vidéo pour que les bénévoles puissent se détacher mentalement de la guerre.

situations extrêmes. En tant que civils locaux, ils n'ont pas non plus le privilège de pouvoir quitter régulièrement le contexte touché par les affrontements pour une courte pause (comme le font la plupart des membres du personnel international) afin de les aider à faire face à un environnement de travail difficile. Cela conduit à l'accumulation de stress et à l'épuisement professionnel. De plus, l'épuisement rend plus difficile pour les personnes d'évaluer correctement leur propre risque en matière de sécurité.

En outre, l'absence des organisations internationales et des mécanismes de coordination traditionnels dans les régions de première ligne a entraîné un manque de coordination

NP a procédé à l'aménagement de l'espace en fonction des intérêts et des demandes exprimés par les groupes locaux. Afin d'encourager



En haut et à gauche : Centre pour les bénévoles sans lumière. Discussion avec le partenaire, BASE UA. Le centre a été officiellement lancé en janvier 2025. Kramatorsk, Ukraine, 12 novembre 2024. NP
À droite : Le centre pour les bénévoles en cours de rénovation. Kramatorsk, Ukraine, 11 novembre 2024. NP

les liens entre les différents groupes, NP a commencé à organiser des réunions hebdomadaires pour donner aux quinze groupes un moment et un espace dédiés pour échanger, partager leurs besoins et leurs défis, et améliorer leur coordination et leur collaboration. Si l'idée semblait simple sur le papier, l'organisation des réunions du centre s'est avérée plus difficile que prévu. Les collectifs étaient répartis dans cinq domaines thématiques différents : la protection de l'enfance, la distribution, la réponse de réhabilitation, la violence basée sur le genre et l'évacuation. Plutôt que d'encourager le développement de relations positives, ces réunions se sont souvent transformées en séances tendues et difficiles, utilisées par les intervenants de première ligne pour évacuer les frustrations et les ressentiments refoulés, parfois à l'égard d'autres collectifs. Au lieu de reculer, NP s'est penchée sur ces tensions, leur a donné du temps et de l'espace pour monter à la surface et a réussi à en résoudre une partie grâce à une réflexion créative.

Les efforts déployés pour créer un réseau de relations *positives* ont été essentiels à la mise en place d'un centre pour les bénévoles opérationnel. Lorsque NP a dû déplacer le centre à Kherson au cours du printemps 2024, en raison des risques de sécurité accrus sur le site d'origine, cela a été l'occasion de revoir la structure des réunions de coordination pour créer un cadre plus propice à l'établissement de relations. Plutôt que de tenir une réunion hebdomadaire avec tous les groupes partenaires, les partenaires ont commencé à participer à des réunions thématiques distinctes en fonction des programmes sur lesquels ils se concentrent. Un point focal a été désigné pour chaque domaine thématique, qui a présidé et organisé les réunions à intervalles réguliers. Les résultats de ces réunions thématiques ont ensuite été intégrés dans une réunion hebdomadaire multi-thèmes à laquelle participaient NP et tous les points focaux thématiques. Pendant cette réunion, les informations, les besoins et les défis étaient partagés pour faciliter le partage des connaissances et la coordination entre tous les domaines thématiques. Les informations issues des réunions hebdomadaires multi-thèmes étaient ensuite diffusées à tous les groupes locaux par le biais des réunions thématiques. Cette structure a permis de réduire les tensions, car les bénévoles locaux ont pu prendre le contrôle des réunions et les petits groupes ont pu passer plus de temps à se concentrer sur les questions relatives aux thèmes de leurs programmes. Des relations positives ont ainsi pu se développer.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la coordination locale s'est considérablement améliorée, car le centre de bénévolat est devenu un espace animé et communautaire où les bénévoles de différents collectifs peuvent facilement entrer en contact avec d'autres et trouver des collaborateurs pour des tâches telles que la distribution de l'aide. « Nous avons enfin cessé de jouer en solo et nous faisons maintenant de petits pas vers une coopération fructueuse », déclare Alina, codirectrice de l'organisation locale Spravzhni, à Kherson. Cela favorise également une plus grande résilience individuelle, car les bénévoles se connectent, contribuent et sont réconfortés par l'objectif commun et le sens de la communauté que leur appartenance au centre de bénévolat a créés, ce qui favorise leur bien-être psychologique.

La communauté internationale s'adapte aux efforts de coordination locale

La revitalisation de la structure de coordination locale a encouragé les organisations internationales à adapter leurs propres systèmes à ce qui fonctionne localement sur place. Auparavant, les organisations internationales se réunissaient à Mykolaiv, à presque 70 kilomètres de Kherson et de la ligne de front. En raison de la distance et de leur charge de travail écrasante, les organisations locales ne participaient pas à ces réunions. Il en résultait un important manque de coordination. En réponse à cela, NP a plaidé et collaboré avec d'autres organisations internationales afin de trouver un moyen de mieux intégrer les intervenants locaux de première ligne dans des mécanismes de coordination internationale plus larges. Ces efforts ont été reconnus et pris en compte par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), qui a piloté une plateforme de coordination locale à Kherson. Les partenaires du centre pour les bénévoles ont rejoint cette plateforme, ainsi que plusieurs ONGI et d'autres organisations nationales, ce qui a renforcé le lien entre la réponse locale et internationale.

En conclusion, le projet pilote de centre pour les bénévoles à Kherson a démontré que les espaces humanitaires locaux peuvent créer des liens positifs et favoriser la collaboration au niveau local, ainsi que la synergie entre les organisations locales et internationales, malgré des tolérances au risque différentes. Si nous voulons sérieusement apporter des réponses durables et dirigées localement à la crise, nous devons donner la priorité à la création d'espaces où cela peut être planifié et renforcé.

Cela montre également l'importance de créer des espaces sécurisés pour le répit, le bien-être mental et la solidarité face à des circonstances extrêmement difficiles.

NP prévoit que le centre pour les bénévoles de Kherson permettra de renforcer la coopération et les échanges de ressources et de compétences entre les partenaires. En outre, le centre de Kherson et d'autres centres ailleurs peuvent devenir des espaces où les communautés de première ligne explorent leur propre vision des futurs cessez-le-feu ou des arrangements sociopolitiques ou sécuritaires transitoires, ainsi que de leur propre rôle dans leur élaboration. Le centre illustre comment une graine peut devenir un grand arbre, à mesure que d'autres acteurs s'approprient les enseignements tirés et utilisent leurs propres points d'entrée et leur propres ressources pour renforcer le rôle central des acteurs locaux dans les réponses humanitaires et de consolidation de la paix.

Myanmar

ALERTE PRÉCOCE, RÉPONSE RAPIDE DANS UN CONFLIT OUBLIÉ

« La veille de la fusillade, j'ai remarqué la présence d'hommes armés dans notre village. J'ai immédiatement informé le chef du village et j'ai partagé des stratégies de gestion des risques et des pratiques d'hygiène numérique avec un voisin. J'ai également vérifié l'information concernant l'attaque imminente en parlant avec l'un des membres du groupe armé. Il a confirmé que la rumeur était vraie et que l'attaque aurait lieu dans deux jours, et il a exhorté les villageois à évacuer. J'ai alors informé un autre bénévole d'alerte précoce et de réponse rapide et j'ai mis au courant le chef du village. C'est en effet un avantage de savoir ce qu'il faut faire dans cette situation. Pendant la formation, j'ai pensé que la tâche serait trop lourde pour moi, mais maintenant que j'ai sauvé des vies, j'ai envie de continuer à travailler et à faire la différence. »

- Bénévole d'alerte précoce et de réponse rapide

Vers la fin de l'année 2024, à la suite de multiples conflits armés, coups d'État et régimes militaires, on estimait à plus de trois millions le nombre de personnes déplacées en Birmanie.³ Alors que la sécurité des civils s'est rapidement dégradée et que les besoins humanitaires ont augmenté, la capacité des organisations internationales à faire face à la situation s'est considérablement réduite.⁴ En raison du sous-financement chronique et des réductions inattendues de l'aide, le soutien ne parvient souvent pas aux civils qui en ont besoin. Par exemple, plus d'un million de déplacés internes résident à Chin et à Sagaing, mais l'aide humanitaire n'a atteint que 20 % de la population déplacée.⁵ Dans l'ensemble, les communautés du Myanmar sont livrées à elles-mêmes ; un scénario de plus en plus courant et qui risque de s'aggraver à l'avenir, compte tenu de la diminution de l'aide humanitaire et de l'aggravation des crises.

Réseaux locaux d'alerte précoce et de réponse rapide

Face à cette situation, NP s'est efforcée de mettre en place et de soutenir des réseaux d'alerte précoce et de réponse rapide (EWER) au niveau local dans les États de Rakhine, Chin et Sagaing. Ces réseaux sont uniques en ce sens qu'ils se concentrent sur les communautés elles-mêmes, en améliorant leur propre préparation et les réponses aux conflits, et qu'ils mettent fortement l'accent sur l'autoprotection sans avoir recours aux armes. Cela implique le renforcement des mécanismes communautaires d'analyse, de



communication et de réponse. Cette approche contraste avec d'autres types de systèmes d'alerte précoce mis en place par les ONGI, qui se concentrent sur la collecte d'informations auprès des communautés afin de permettre une réponse rapide des acteurs internationaux. Ceci est particulièrement important dans un contexte, comme celui du Myanmar, où les communautés locales sont livrées à elles-mêmes et où l'aide extérieure est limitée ou peu fiable.

Les réseaux EWER dans les États de Rakhine, Chin et Sagaing impliquent les communautés dans l'identification des indicateurs d'alerte précoce spécifiques au contexte ainsi que des différents niveaux d'alerte et des réponses rapides appropriées. Lorsque, par exemple, des incendies de villages voisins ont été signalés ou qu'il y a eu une augmentation des points de contrôle ou des camions de patrouilles militaires, certains réseaux ont considéré qu'il s'agissait d'un signe qui justifiait un niveau de vigilance plus élevé. En réponse, ils peuvent prendre des mesures de précaution – par exemple, se rendre dans des refuges identifiés à l'avance, contacter les réseaux EWER dans les zones voisines ou s'assurer que les gens emportent avec eux des sacs d'urgence. Les réseaux coordonnent également avec les dirigeants communautaires et religieux la répartition des

responsabilités en matière d'intervention d'urgence ou d'aide rapide. La préparation peut concerner des communautés entières. Les enfants doivent savoir quoi faire et où aller en cas d'urgence soudaine, en particulier lorsqu'ils se trouvent hors de chez eux. Les personnes ayant des difficultés physiques ou mentales peuvent avoir besoin de l'aide d'autres personnes en cas d'évacuation soudaine. Certains mécanismes EWER sont à plusieurs niveaux et peuvent relier des acteurs horizontalement, entre les différentes parties du conflit, ainsi que verticalement, de la base aux niveaux intermédiaires et supérieurs. Toutefois, ils doivent rester simples et fonctionnels. Si l'ensemble de la communauté ne comprend pas comment réagir, un système d'alerte précoce ne sera pas très efficace.

La réponse rapide peut varier considérablement en fonction de la situation à laquelle les réseaux répondent, et ne se limite pas aux opérations militaires à grande échelle ou aux attaques contre des villages. Il s'agit par exemple de faciliter le dialogue à Rakhine pour résoudre les conflits au sein des communautés et entre elles après le vol d'animaux, ou de faciliter la libération de personnes détenues à Sagaing en menant une navette diplomatique à distance et en ligne, ou encore de fournir une aide en espèces. Quelles que soient les stratégies de réponse

appliquées par les réseaux EWER, l'établissement de bonnes relations entre les différents acteurs a été essentiel pour chacun d'entre eux.

Le processus et le rôle de NP

NP joue un rôle de facilitateur et de soutien, en veillant à ce que les groupes EWER restent fonctionnels, bénéficient d'un soutien technique en cas de besoin et, lorsque cela s'avère nécessaire, d'aide supplémentaire pour faciliter l'accès ou soutenir les efforts sur place. Plusieurs des réseaux EWER ont été établis par d'anciens groupes de surveillance du cessez-le-feu que NP a contribué à mettre en place entre 2012 et 2018 pour soutenir le processus de paix au Myanmar. D'autres ont vu le jour depuis le coup d'État militaire de 2021. NP a aidé les différents réseaux EWER à s'organiser et à renforcer leurs capacités. Le personnel de NP reste également en contact avec les bénévoles EWER, recevant en moyenne 30 messages par jour, et davantage lorsque les attaques s'intensifient. Les bénévoles EWER ont accès à des sessions de formation complètes couvrant des sujets tels que l'intervention civile de paix, les stratégies EWER et les protocoles de sécurité numérique. Ces cours ont été dispensés sous la forme de discussions théoriques et d'exercices pratiques, qui ont permis aux bénévoles d'identifier les signes d'alerte précoce propres à leur contexte local et les stratégies de réponse appropriées.

Les bénévoles EWER démontrent sans cesse la valeur, l'efficacité et l'utilité de leur travail. Par exemple, lorsque les combats ont éclaté dans un village en mai 2024, les bénévoles EWER ont secouru plus de 5 000 civils et leur ont fourni un accompagnement protecteur vers des lieux plus sûrs. Tout au long de cette période, NP a soutenu les bénévoles EWER par le biais de six réunions régulières en ligne afin de les aider à analyser les modèles d'alerte précoce basés sur leurs rapports et à élaborer des réponses appropriées. NP a également facilité l'établissement de liens entre les églises, les organisations de la société civile et les leaders locaux, et a soutenu ces différents acteurs par des formations visant à améliorer leur coordination et leur capacité à se fournir mutuellement un soutien psychosocial. NP a également organisé des réunions avec les parties prenantes, notamment les bénévoles EWER, les acteurs de la protection et les fournisseurs de services humanitaires afin de permettre à un plus grand nombre d'acteurs de participer au mécanisme EWER. Au fil du temps, cet espace est devenu un lieu sûr où les différentes parties prenantes peuvent trouver des moyens pour répondre aux besoins des

déplacés internes.

Même en l'absence de conflits aigus ou d'urgences, les bénévoles EWER continuent de s'engager activement en diffusant leurs connaissances par le biais de sessions de sensibilisation au sein de leurs communautés. Cela peut avoir un effet multiplicateur crucial en matière de protection lorsque des conflits éclatent soudainement. Dans une ville de la région, une bataille a éclaté le lendemain d'une session de sensibilisation organisée par des bénévoles EWER. Une bénévole EWER se souvient avoir été l'une des dernières civiles à fuir la ville. « Lorsque je suis arrivée [au village], j'ai découvert que toutes les personnes que j'avais sensibilisées au sujet de l'EWER avaient évacué en toute sécurité avec leurs familles. Grâce à cela, les bénévoles EWER sont plus enthousiastes à l'idée d'atteindre davantage de personnes. »⁶

Grâce à cet engagement profond en faveur de l'EWER, de nombreux bénévoles ont identifié l'impartialité comme une composante essentielle de leurs efforts. Cela a ouvert la voie à un soutien accru aux civils et renforcé leur sentiment de sécurité. La créativité a également été mentionnée comme une composante essentielle de l'EWER. Les bénévoles ont raconté qu'ils ont dû faire preuve d'innovation pour surmonter les difficultés liées aux problèmes d'internet, aux coupures d'électricité et aux relations avec les différents acteurs dans la zone de conflit. Cela témoigne du pouvoir et de la souplesse des réponses de protection menées au niveau local. Alors que le système d'aide internationale est de moins en moins réactif et que la crise climatique exacerbe les risques pour les communautés à l'échelle mondiale, les décideurs et les leaders ont beaucoup à apprendre de la manière dont des communautés telles que les réseaux EWER au Myanmar parviennent à trouver des moyens pour se protéger mutuellement.

[3] <https://www.unocha.org/publications/report/myanmar/myanmar-humanitarian-update-no-41-10-october-2024>

[4] L'ordre d'arrêt de travail donné par l'administration américaine en janvier 2025, suivi de l'annulation de près de 90 % des programmes de l'USAID, a supprimé les derniers bastions d'un soutien vital. Un projet de Nonviolent Peaceforce (NP) figurait parmi les victimes de cette situation.

[5] Document interne de NP, « Préoccupations concernant la protection des civils : régions nord et ouest, Myanmar. Mai – juin 2024. »

[6] Soutien à la mise en place du réseau EWER dans le nord de l'État Chin, Nonviolent Peaceforce, OTI/CRP. Rapport d'étape final. 30 juillet 2024.

Les Philippines

CONTRÔLE COMMUNAUTAIRE DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE

« J'ai le courage de prendre des mesures pour expliquer et aider à comprendre toutes les bonnes et mauvaises manières de faire les choses. Ma détermination à lutter pour ce qui est juste s'est encore renforcée lorsque j'ai rencontré l'un des membres du personnel de NP. Ils ont aidé à orienter tous nos jeunes dans tous les secteurs. Il y a même eu une EWER et une ordonnance pour interdire aux personnes non autorisées de porter des armes à feu dans notre communauté. »⁷
- Président Halim Saharin, Lower Sinangkan

Tous les yeux et toutes les oreilles étaient tournés vers le président Halim alors qu'il a relaté les innombrables cas de possession et d'utilisation illégales d'armes légères et de petit calibre (ALPC), qui ont entraîné la mort de centaines de personnes dans leur village. Son discours a duré une heure et demie – les membres de la communauté

ont fait remarquer que ce même laps de temps avait suffi à un groupe armé pour ravager tout le village quelques mois plus tôt. C'est là que le village de Lower Sinangkan a été officiellement reconnu comme la première zone sans armes à feu et la première communauté centrée sur la paix à Basilan – une réalisation impressionnante pour une région longtemps en proie à la violence armée.

Le problème des armes à feu à Mindanao

Depuis que l'autonomie a été accordée en 2019, la région autonome Bangsamoro dans le Mindanao musulman (BARMM) n'a cessé de progresser sur la trajectoire de la guerre vers la paix. Toutefois, les défis en matière de paix et de sécurité demeurent. Des dizaines de milliers d'armes à feu restent introuvables. Un grand nombre de ces armes à feu sont détenues par des groupes armés privés, des familles et des particuliers. L'accumulation, le transfert illicite et l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre (ALPC) ont de nombreuses conséquences, notamment la peur, l'augmentation du trafic et la probabilité que les armes à feu tombent entre les mains de groupes extrémistes ou soient utilisées dans des conflits communautaires (*rido*).

Les armes à feu occupent une place importante dans l'histoire des Philippines, liées à la résistance contre le colonialisme et utilisées comme moyen d'autodétermination et d'autoprotection. Cela contribue à l'attachement émotionnel aux armes à feu et rend leur réglementation

À droite : Signature de la déclaration publique d'une communauté sans armes à feu et axée sur la paix. Lower Sinangkan, Mindanao, Philippines, 13 février 2024. Denise Rafaeli Cadorniga/NP





À gauche : Les résidents ont volontairement remis une cachette d'ALPC illicites aux autorités, conformément à la proclamation de la municipalité comme zone sans armes et communauté axée sur la paix. Lower Sinangkanan, Mindanao, Philippines, 13 février 2024. Denise Rafaeli Cadorniga/NP



difficile. De nombreuses familles et clans qui ont connu le *rido* sont réticents à déposer les armes, craignant que cela ne compromette leur sécurité. La disponibilité des armes à feu et les conflits non résolus risquent de compromettre la stabilité et la sécurité obtenues grâce aux accords de paix, de raviver les animosités historiques et de déclencher de nouveaux cycles de violence à Mindanao.

Création de zones protégées contre les armes à feu

Consciente du rôle influent et historique que jouent les armes à feu à Mindanao, de la résistance généralisée au désarmement imposé par les autorités et de l'impact limité des efforts de rachat transactionnel, NP s'est efforcée, aux Philippines, de soutenir le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) par les communautés locales grâce à la création de zones sans armes à feu ou de zones protégées

contre les armes à feu.⁸ NP a entamé ces efforts par une série de consultations avec les parties prenantes locales afin de s'assurer qu'il existe un engagement collectif en faveur de la création d'un environnement de paix par le biais du contrôle et de la réduction des armes à feu. Ensuite, NP a travaillé avec les communautés, la police et les acteurs militaires pour mettre en place un système de contrôle et de coordination autour d'accords et de définitions partagés.

Le concept de zones protégées contre les armes à feu a été élaboré sur le modèle des zones de paix qui ont été créées à Mindanao pendant la période du conflit armé. En impliquant activement les communautés locales dans l'élaboration des ordonnances réglementaires et dans les processus décisionnels avec les autorités, NP s'est assuré que les besoins et les préoccupations spécifiques des communautés soient pris en compte. Cela a donné lieu à une variété de zones protégées contre les armes à feu, chacune ayant sa propre politique et ses propres définitions. Par exemple, à Basilan, le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) vise principalement à restreindre

la circulation des armes à feu et à gérer les armes à feu non enregistrées grâce à des mesures telles que le marquage au pochoir (une forme de marquage) comme système d'enregistrement alternatif pour les armes à feu. Des avantages, tels que des programmes de subsistance adaptés, sont également offerts en échange des armes à feu dispersées qui sont remises. Toutefois, les niveaux d'engagement et de coopération varient, en particulier dans les régions où les conflits intercommunautaires sont importants.

Si de nombreux acteurs ont d'abord exprimé leur scepticisme, la popularité des zones protégées contre les armes à feu s'est répandue et de nombreuses municipalités ont mis en place des zones similaires. Après la création par NP de la première zone protégée contre les armes à feu à Sulu en 2023, 25 autres ont été créées en 2024, puis 10 supplémentaires en 2025, à Sulu, Basilan et Lanao. Les communautés ont souhaité tourner la page sur un passé violent, remettant en question la nécessité de continuer à compter sur les armes à feu pour assurer leur sécurité. Les maires et les chefs communautaires ont vu dans les zones protégées contre les armes à feu une occasion de changer la situation de conflit dans leurs villages, dans l'espoir que les acteurs du développement et les autres prestataires de services se sentiraient suffisamment en sécurité pour intervenir dans leurs villes. Les efforts communautaires de contrôle des armes ont permis d'intensifier le dialogue entre les communautés et les forces de sécurité et de réduire les tensions causées par les arrestations immédiates des personnes qui n'avaient pas enregistré leurs armes. Ils ont également contribué à résoudre des problèmes à l'origine de malentendus et de préjudices, tels que les armes-jouets traditionnelles, les armes à air comprimé et les répliques d'armes à feu. En outre, l'utilisation des méthodes d'intervention civile de paix dans les zones protégées contre les armes à feu a fourni aux communautés une voie alternative pour l'atténuation des conflits et l'autoprotection.

Les zones protégées contre les armes à feu font partie du programme de normalisation en cours du gouvernement philippin et du Front Moro islamique de libération (FMIL), avec le soutien des autorités locales. NP étant un partenaire de longue date du processus de paix de Mindanao, elle est en mesure de relier les efforts de contrôle des armes menés par les communautés aux politiques et processus du BARMM. L'approbation par les acteurs armés étatiques et non étatiques témoigne d'un changement remarquable dans les perspectives de ce que peut

être l'amélioration de la sûreté et de la sécurité pour tous, quel que soit leur statut. Par exemple, lorsque par un tir accidentel, un combattant du Front Moro islamique de libération a tué un autre combattant lors d'une patrouille communautaire à Poblacion, la situation a failli dégénérer en une violente querelle.⁹ La navette diplomatique et le dialogue mené par NP et les réseaux locaux d'alerte précoce ont permis de parvenir à un accord entre les familles concernées sans autre forme de violence. Afin d'éviter que de tels incidents ne se reproduisent à l'avenir, le statut de zone protégée contre les armes à feu a été rétabli dans les environs, avec l'accord de tous.

Pour maximiser le soutien aux zones protégées contre les armes à feu et à d'autres initiatives de contrôle des ALPC, les initiatives de sensibilisation et d'éducation ont été déterminantes. NP a, par exemple, organisé des émissions de radio et un concours artistique dans la région BARMM en collaboration avec des partenaires locaux, ce qui a permis aux gens de partager leur expérience personnelle et leurs points de vue sur l'impact de la prolifération des armes légères et sur le contrôle du processus de normalisation. Ces activités ont permis d'améliorer la prise de conscience et la compréhension des problèmes liés aux armes légères au niveau communautaire. Soixante-dix pour cent des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit d'une initiative efficace pour réduire les armes légères.

Connecter le contrôle des armes avec l'alerte précoce et la réponse rapide

Le travail de NP relatif aux zones protégées contre les armes à feu à Mindanao n'est pas isolé, mais s'inscrit dans une stratégie plus large visant à briser les cycles de violence et à renforcer les réponses non violentes aux conflits qui sévissent à Mindanao. Un élément clé de cette stratégie est l'alignement des zones protégées contre les armes à feu sur les structures EWER établies. Nombre de ces structures EWER ont été mises en place par NP, il y a une dizaine d'années, pour soutenir la surveillance du cessez-le-feu. Elles se sont continuellement adaptées à l'évolution des contextes, conservant leur pertinence comme point de référence pour les questions liées à la protection des civils. NP a veillé à ce que, partout où une zone protégée contre les armes à feu est établie, il y ait une structure EWER locale pour la soutenir. Elle les a formés et aidés à jouer un rôle dans la surveillance et la désescalade des conflits en rapport avec les ALPC. NP a également aidé de nombreuses structures EWER à obtenir une forme de statut juridique qui leur permet d'accéder

à des financements ou de devenir des parties prenantes dans des partenariats de développement. La reconnaissance juridique a également renforcé la légitimité et le statut de ces structures au niveau du barangay local, ainsi qu'au niveau municipal, comme à Lanao. Cela leur a permis d'avoir un meilleur accès aux forces de l'ordre et d'être considérés comme des porte-parole de la communauté.

Alors que de nouvelles demandes visant à créer des zones protégées contre les armes à feu sont adressées à NP en 2025, le Comité mixte de normalisation du processus de paix de Mindanao envisage d'adopter le cadre communautaire relatif aux ALPC comme partie intégrante de son programme sur les ALPC. NP a récemment collaboré avec le ministère de l'Intérieur et les autorités locales pour élaborer un plan pour la paix, l'ordre et la sécurité publique, dans lequel le contrôle des ALPC et l'EWER ont été intégrés dans le projet. De cette manière, NP favorise une approche holistique de la protection des civils, reliant les infrastructures de protection formelles et informelles, et prépare le terrain pour son propre retrait.

[7] <https://nonviolentpeaceforce.org/surrendering-to-change-how-a-village-in-basilan-is-moving-towards-peace/>

[8] Ces zones étaient initialement appelées « zones sans armes à feu », mais en raison de la dynamique complexe entourant la possession d'armes à feu et de la résistance à un désarmement complet, elles sont de plus en plus souvent appelées « zones protégées contre les armes à feu ».

[9] <https://nonviolentpeaceforce.org/tomawis-story-how-nonviolence-can-break-the-cycle-of-vengeance/>

Soudan du Sud

PROMOUVOIR UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE SUR L'ICP AU SOUDAN DU SUD

« Il est nécessaire de changer les attitudes et les mentalités. Il est temps que le pays prenne conscience de son indépendance et cesse de se battre. Il est temps de renforcer la cohésion et de s'accepter les uns les autres. Le pays doit cesser de prôner l'utilisation de la force. »

– Participant au Forum d'apprentissage et de collaboration des parties prenantes.

Promouvoir une communauté de pratique mondiale sur l'ICP

Promouvoir une communauté de pratique mondiale sur l'ICP

En réponse au besoin croissant de protection des civils, à la diminution des budgets humanitaires et à l'affaiblissement des systèmes de protection internationaux, NP a déployé des efforts délibérés au cours de la dernière décennie pour rendre la pratique de l'ICP plus largement disponible et accessible aux communautés touchées par la violence. Une partie de sa stratégie

a consisté à favoriser la création d'une communauté de praticiens, de chercheurs et de sympathisants de l'ICP au niveau mondial et local.¹⁰ Au niveau mondial, NP a soutenu la création d'un réseau ICP qui s'appuie sur un site web commun, des groupes de travail, des bulletins d'information et des réunions régulières sur des questions d'intérêts et de préoccupations communes.¹¹ Dans les pays où NP opère et entre ceux-ci, elle a soutenu le développement de réseaux de protection des civils locaux, nationaux et régionaux. Au cours de l'année 2024, cela a donné lieu à plusieurs échanges de connaissances entre les praticiens de l'ICP du Soudan du Sud, des États-Unis et des Philippines, avec des échanges à la fois en ligne et en personne. Ralliée autour de défis communs tels que la violence liée aux élections et la violence des gangs, la communauté de pratique sur l'ICP, en pleine expansion, permet d'explorer différentes approches et les bonnes pratiques afin d'améliorer l'apprentissage et l'impact dans tous les contextes.

Focaliser une communauté de pratique au Soudan du Sud sur les équipes de protection communautaire

Au Soudan du Sud, NP se concentre sur le développement d'une communauté de praticiens et de partisans de la sécurité non violente



Ci-dessus : Célébrations lors d'une formation sur la protection de l'enfance avec l'EFP. Tutnyang payam, comté de Mayendit. 17 janvier 2024. © NP

et axée sur la personne, notamment l'ICP. Cette communauté émergente repose sur les équipes de protection communautaire (EPC) que NP a mises en place en collaboration avec les communautés locales dans l'ensemble du pays. Il existe actuellement près de 100 équipes – 68 équipes de protection des femmes (EPF) et 29 équipes de protection des jeunes (EPJ) – dans tout le Soudan du Sud, qui jouent un rôle actif dans la prévention de la violence et la promotion d'une paix positive. Bon nombre de ces équipes ont continué à utiliser les méthodes de l'ICP pour ouvrir la voie à la paix après le retrait de NP et la fin de son accompagnement. Dans les lieux où sont installés les déplacés internes, comme le site de Juba qui accueille des personnes déplacées venues de tout le pays, les EPC sont l'un des rares acteurs à atténuer les conflits qui peuvent facilement dégénérer en violences ailleurs dans le pays. À Leer et Bentiu, les EPC mettent même en œuvre dans leurs communautés des initiatives indispensables pour lutter contre les effets du changement climatique.¹²

Au cours des dernières années, NP a renforcé les liens entre les EPC du Soudan du Sud, ainsi qu'avec les parties prenantes au niveau régional et national, dans le but de favoriser le partage des connaissances, la collaboration et le plaidoyer. Dans des régions telles que Pibor, Walgak et Ulang, les EPC ont déjà commencé à travailler ensemble. Cela a permis à NP de se retirer, dans une certaine mesure, de son rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la protection directe, même si les EPC existantes demandent fréquemment à NP son leadership pour la mise en place d'équipes de protection supplémentaires dans les communautés isolées situées en première ligne.¹³ En tant que structure de protection communautaire, les EPC ont la vision, l'appropriation et la flexibilité nécessaires pour répondre aux menaces au fur et à mesure de leur évolution. Leur durabilité est élevée, car les membres s'engagent volontairement.¹⁴ En mettant en relation les EPC entre elles et avec d'autres parties prenantes, notamment les autorités, les agences humanitaires et de développement et les défenseurs des droits humains, tant horizontalement que verticalement, NP a favorisé la croissance de réseaux de soutien locaux autour des EPC et élargi leur champ d'action. Ce faisant, NP a préparé le terrain pour l'émergence d'une communauté de praticiens de l'intervention civile de paix, fondée sur l'action directe au niveau communautaire.

Mettre en relation les équipes de protection communautaire et les défenseurs des droits

humains

Parallèlement aux efforts de protection directe de NP au niveau communautaire, de plus en plus menés par les EPC, NP a aidé les défenseurs des droits humains (DDH) au niveau national et régional à s'organiser et à se connecter. NP a de plus en plus rapproché les DDH et les EPC au niveau régional et national, et a facilité l'échange d'informations, la création de réseaux et l'apprentissage. Les conflits locaux influencent la politique nationale, et la dynamique politique au niveau national a déclenché des conflits au niveau local. Les DDH et les EPC collaborent de plus en plus entre eux au niveau régional. Les DDH au niveau national ont encadré les EPC dans la pratique consistant à influencer les décideurs, tandis que les EPC ont informé les DDH des dynamiques pertinentes au niveau communautaire. Cela a permis de montrer la fluidité de la consolidation de la paix et de la défense des droits humains. Au niveau communautaire, les labels EPC et DDH n'ont pas d'importance. Ce sont des personnes engagées dans la protection des droits, de la vie et de la dignité des personnes les plus touchées par la violence.

NP a davantage accéléré l'interaction entre la défense des droits humains et la consolidation de la paix au Soudan du Sud en renforçant les capacités de défense des EPC, et en familiarisant les DDH avec les outils essentiels de consolidation de la paix. Afin de réduire la méfiance mutuelle entre les DDH et les acteurs étatiques, NP a créé des opportunités pour que les deux groupes se rencontrent. Cet engagement a non seulement permis d'intensifier le dialogue sur les droits humains, mais aussi d'améliorer la sécurité et la sûreté des DDH. Un DDH a déclaré à NP que ces relations et cet engagement accrus avec les acteurs de l'État lui ont permis de se sentir suffisamment en sécurité pour retourner à Juba. C'est un exemple de la manière dont les efforts de consolidation de la paix peuvent renforcer la protection des civils et la promotion des droits humains.

Pour favoriser une plus grande synergie entre les EPC, les DDH et les acteurs étatiques, NP s'est rendu compte qu'elle devait faire davantage pour attirer les acteurs étatiques dans cette communauté de pratique émergente en tant qu'êtres humains plutôt que comme de simples représentants de l'État. Par conséquent, en 2024, NP a dispensé aux fonctionnaires du gouvernement une formation sur l'ICP et le soutien en santé mentale. Cela a permis un dialogue intime avec les détenteurs d'obligations

« Quand nous nous sommes rencontrés, nous étions des étrangers, mais nous repartons partenaires, unis dans notre mission pour la paix et un Soudan du Sud pacifique. »

En septembre 2024, NP a réuni 150 personnes lors d'un forum à Juba qui comprenait des EPC, des DDH, des journalistes, des ONG nationales, des chefs de tribus, des fonctionnaires, des militaires et des policiers, ainsi que des acteurs internationaux. Des membres de la communauté de pratique mondiale ICP/A figuraient parmi les participants, ainsi que des EPC qui ont continué à protéger leurs communautés sans le soutien de NP pendant des années.

sur la relation entre la santé mentale et la santé publique. Cela a également permis de reconnaître la prévalence de traumatismes dans la société sud-soudanaise et chez les fonctionnaires gouvernementaux en tant que membres individuels de cette société. Cet engagement leur a permis d'approfondir leur compréhension du travail de NP et des EPC, ainsi que du rôle que les acteurs étatiques peuvent jouer pour rejoindre ou soutenir une communauté de pratique nationale sur l'ICP.

Organisation d'une communauté de pratique au niveau national

Le forum a permis de créer des liens verticaux entre les EPC et les acteurs nationaux, ce qui est essentiel au développement d'un mécanisme EWER à l'échelle du pays ou d'une capacité de réponse rapide au niveau national. Étant donné qu'une flambée de violence dans une région du Soudan du Sud peut déclencher des conflits ailleurs, une action collective menée conjointement avec les acteurs nationaux pourrait permettre de mettre fin à la succession de cycles de violence localisés qui ne cessent de se raviver les uns les autres. Lorsque des violences ont éclaté en mai 2024 entre des jeunes des comtés de Rubkona et de Leer résidant dans le camp de déplacés internes de Juba, par exemple, cela



À droite : Forum de collaboration et d'apprentissage des parties prenantes. Juba, Soudan du Sud, 23-25 septembre 2024. © NP
Citation : Participant au Forum des parties prenantes. 23-25 septembre 2024.

a non seulement exacerbé les tensions à Juba, mais a également déclenché des incidents violents dans leurs régions d'origine respectives. Les membres de la communauté de pratique sur l'ICP à Juba, Rubkona et Leer ont réagi à cette escalade et ont commencé à coordonner leurs efforts les uns avec les autres. NP et les EPC ont fourni un accompagnement protecteur et des patrouilles dans les points chauds, tout en surveillant et en partageant en temps réel la situation sur les incidents dans tous les lieux afin d'anticiper et de prévenir de nouvelles violences. En même temps, les acteurs nationaux ont réagi par une présence policière et des interventions de personnalités politiques et communautaires influentes.

Les différents acteurs du forum ont exprimé leur propre vision d'une coordination et d'une collaboration accrues. Ces conversations ont eu lieu la semaine même où le gouvernement du Soudan du Sud a annoncé qu'il reporterait les élections nationales de 2024 à 2026. Cette annonce, ainsi que le projet de loi sur la sécurité nationale à venir, a renforcé l'intensité du débat et l'urgence ressentie par les participants de prendre des mesures. Elles ont également montré que les EPC et les DDH avaient confiance en eux pour s'exprimer et poser des questions critiques aux décideurs de haut niveau présents dans la salle, ce qui contraste fortement avec le niveau de confiance dont NP a été témoin chez les EPC et les DDH il y a quelques années.¹⁵

Alors que le soutien international au Soudan du Sud diminue – la présence de NP dans le pays s'est considérablement réduite en 2024 – et que le Soudan du Sud se retrouve à nouveau au bord de la guerre civile en 2025,¹⁶ NP continuera à travailler avec ses partenaires au Soudan du Sud dans les années à venir pour la mise en place d'une force de paix nationale capable de réagir rapidement à toute escalade de conflits au niveau communautaire.



Ci-dessus : Membres de la commission EWER. Pibor, Soudan du Sud, mars 2024. © NP
À droite : Rencontre de NP avec les EPJ et les EFP. Camp de déplacés internes de Juba, Soudan du Sud, janvier 2024. © NP

[10] Entre 2017 et 2023, NP a réuni des praticiens, des partenaires et des chercheurs de 160 organisations de 45 pays afin d'identifier collectivement les bonnes pratiques communes en matière d'ICP.

[11] <https://nonviolentpeaceforce.org/ucp-community/>; <https://www.ucpcommunityofpractice.org/>

[12] À Leer, les équipes de protection des femmes ont soutenu la construction de digues dans le cadre d'une réponse communautaire à la suite de déplacements massifs causés par les inondations. À Bentiu, les comités de protection de l'enfance ont effectué des patrouilles pour empêcher les enfants de jouer dans des zones sujettes aux inondations, ce qui a permis de réduire le nombre de noyades d'enfants de plusieurs cas par mois en 2022 à aucun cas en 2023 et au premier semestre 2024.

[13] L'identité de NP comme outsider et sa capacité à constituer une équipe composée de membres du personnel avec des identités diverses ont facilité la mise en place d'initiatives ICP dans des zones isolées, contrairement à ce qui s'est passé pour les EPC voisines.

[14] Le soutien aux équipes de protection des jeunes s'est avéré plus difficile, car les jeunes sont plus susceptibles de se déplacer. Le côté positif de cela est que le mouvement des jeunes est aussi une occasion pour l'ICP de s'étendre à d'autres régions.

[15] Le forum, soutenu par l'Agence suisse pour le développement et la coopération et l'ambassade du Royaume des Pays-Bas, s'est appuyé sur une série de forums nationaux organisés par NP en collaboration avec les groupes de femmes et les autorités locales entre juin et juillet 2024 dans quatre régions. Le personnel de NP a collaboré avec les EPC au sein et en marge de ces forums afin de formuler des messages de plaidoyer destinés à interpeller les responsables politiques et les décideurs au niveau national.

[16] <https://theconversation.com/south-sudan-on-the-brink-of-civil-war-bold-action-from-the-international-community-is-needed-253555>



Irak

LA PROTECTION PAR LA CONNEXION : LA SÉCURITÉ AXÉE SUR LES PERSONNES COMME CATALYSEUR DE LA COHÉSION SOCIALE

« Lorsque nous sommes retournés à Imam Gharbi, dans le sud de Mossoul, la communauté nous a complètement rejetés. Ils ne se sont pas mêlés à nous ni à nos enfants. Mais après l'arrivée de NP et qu'elle soit parvenue à établir une relation solide au sein du village, elle a encouragé les femmes et les filles à former une équipe de protection des femmes (EFP). En tant que femmes rapatriées des camps, nous avions peur de nous asseoir au même endroit ou dans la même salle que les épouses et les filles des martyrs. Lors des premières sessions de l'ICP organisées par NP, les femmes rapatriées (issues de familles affiliées à l'État islamique) s'asseyaient ensemble, tandis que les familles des martyrs et le reste de la communauté s'asseyaient également ensemble sans se mélanger ni se parler. Mais peu à peu, nous avons commencé à interagir et les familles des martyrs ont commencé à nous accepter. Nous avons travaillé en groupe pendant les sessions. La session sur la non-violence a été de loin la meilleure. Nous avons travaillé, nous nous

sommes formées, nous avons pleuré, nous avons compris les sentiments de chacune et nous avons fait preuve d'empathie les unes envers les autres. Nous avons commencé à faire des activités ensemble et à nous rendre mutuellement visite. »
– Rapatriée, membre de l'EFP, Mossoul Sud



Conférence des EPC, Irak, mai 2024. © NP

Cela fait huit ans que l'État islamique (Daech) a été vaincu (2017), mais l'Irak continue de faire face à des défis dans la reconstruction du pays. On compte près de cinq millions de rapatriés et 1,1 million de déplacés internes. Les tensions au sein des groupes ethnoreligieux et entre eux, ainsi qu'entre les individus (perçus comme) affiliés à l'État islamique et les communautés d'accueil, déclenchent des incidents violents. Ces conflits, ainsi que l'absence de processus de réconciliation global, entravent le retour et la réintégration en toute sécurité des personnes déplacées. Le risque de conflit violent est exacerbé par l'inégalité (perçue) de l'accès à l'aide et aux moyens de subsistance, en particulier dans le nord de l'Irak. Cette évolution et cette dynamique montrent que la question de la sécurité des civils reste importante dans tous les efforts de stabilisation, de retour et de réintégration.

La protection directe comme tremplin vers la cohésion sociale

Au cours de l'année 2024, NP s'est efforcée de résoudre les tensions ethnoreligieuses et de renforcer la cohésion sociale en Irak par le biais de programmes de sécurité axés sur les personnes. Les efforts visant à favoriser la cohésion sociale sont traditionnellement reportés jusqu'à ce que les environnements soient jugés sûrs pour que les gens puissent se rapprocher, bien que l'absence de rapprochement perpétue souvent les cycles de violence et d'insécurité. En même temps, les efforts visant à faciliter la réintégration et la réconciliation ne mettent souvent pas l'accent sur la sécurité, alors même que les problèmes de sécurité empêchent de nombreuses personnes de rentrer chez elles ou de participer aux processus de réintégration. L'approche relationnelle de NP en matière de protection des civils leur permet de faire progresser simultanément la sécurité et la cohésion sociale. Ses équipes en Irak ont renforcé les *relations sociales*, car elles cherchent à réduire les menaces en réunissant les parties en conflit, en humanisant ceux qui sont considérés comme des ennemis (*connectivité*) et en élargissant les options des communautés en conflit pour des réponses non violentes (*orientation vers le bien commun*). En encourageant une large participation aux processus de protection, les équipes de NP ont réduit la division classique entre protecteur et protégé, promouvant ainsi l'égalité.¹⁷ Les équipes de NP sont ainsi en mesure de reconstruire et de réparer le tissu social dès les premières étapes du conflit, tout en continuant à s'occuper des questions de sécurité après une transition humanitaire.

Les équipes communautaires pour la paix (EPC) en Irak ont été à l'avant-garde de cette approche intégrée de la sécurité et de la cohésion sociale. Elles ont régulièrement effectué des patrouilles de protection non armées et des accompagnements dans des zones à haut risque, telles que les écoles, les marchés et les parcs, où l'insécurité et la violence sont très répandues. Leur présence visible a non seulement dissuadé les auteurs potentiels, mais aussi rassuré les groupes exposés à la violence. Par exemple, à Jmesa, au sud de Mossoul, les EPC et le personnel de NP patrouillent près des écoles où les filles ont été fréquemment harcelées, rétablissant ainsi un sentiment de sécurité pour les élèves et les parents. Les filles ont déclaré se sentir plus en sécurité sur le chemin de l'école et dans les espaces publics. Ces activités ont également permis aux femmes et aux filles de retourner à l'école sans avoir à trop craindre pour leur sécurité et sans avoir besoin d'être accompagnées par leur famille. En outre, grâce à la navette diplomatique et à la collaboration avec les acteurs de la sécurité, les EPC ont mis les auteurs devant leurs responsabilités, tout en sensibilisant activement la population à la prévention de la violence et aux mécanismes de signalement.

Les efforts combinés de NP et des EPC ont permis d'accroître la sécurité et de renforcer la cohésion sociale. Les membres de la communauté signalent de plus en plus souvent des cas délicats, tels que la violence domestique, le chantage en ligne et l'extorsion, directement aux EPC – une réussite notable compte tenu des tabous sociaux bien ancrés qui entourent la violence basée sur le genre – et les détenteurs d'obligations réagissent avec plus d'efficacité. Ainsi, les EPC et NP ont non seulement réduit la violence et renforcé la sécurité, mais ils ont également amélioré l'accès aux services dans la dignité, créé des possibilités d'engagement social et rétabli un sentiment de partenariat entre les communautés et les personnes chargées de leur protection. Cela a également servi de tremplin pour aborder les tensions ethnoreligieuses, car la plupart des gens ont été réticents à s'engager dans un dialogue intercommunautaire sans que d'autres besoins soient satisfaits et que les griefs soient traités de manière sûre et efficace.

Les équipes communautaires pour la paix, un tremplin vers le rétablissement des liens entre des communautés divisées

En 2024, NP et les EPC ont déployé des efforts

considérables pour instaurer la confiance et rétablir les liens entre des communautés divisées. Ce processus a commencé avec les EPC, à la fois dans les communautés et entre elles. Bien que chaque EPC reste largement homogène en termes de composition ethnoreligieuse,¹⁸ des progrès ont été réalisés vers une plus grande diversité dans la composition des équipes. Dans le village d’Iman Gharbi (sud de Mossoul), où un profond fossé séparait les rapatriés et les familles des martyrs, NP a soutenu la création d’une équipe de femmes pour la paix (EFP) composée à 40 % de femmes rapatriées aux côtés de femmes issues de familles de martyrs. Des questions d’intérêt commun, comme la violence envers les femmes et la gestion de l’eau, ont été des points d’entrée particulièrement efficaces pour rassembler des groupes divisés. Le comité de gestion des ressources en eau du district de Sinjar, par exemple, est composé de quatre membres chiites et de 16 membres yézidis. Les tensions intracommunautaires ont également été un point de départ pour faire tomber les barrières entre les communautés. De même, dans le sud de Mossoul, la plupart des tensions apparaissent entre les familles des survivants de l’État islamique et les familles stigmatisées comme étant des « familles de l’État islamique ». Les EPC dans ces régions comprennent des membres qui ont perdu de la famille à cause de la violence de l’État islamique, ainsi que des membres qui ont des parents qui étaient affiliés à l’État islamique. La formation de ces diverses équipes de paix a constitué à elle seule une étape importante vers la guérison et la réconciliation et montre le potentiel d’application de ces processus aux conflits intercommunautaires.

Une nouvelle étape dans le processus de reconnexion des communautés divisées a été l’établissement de relations entre les équipes de paix représentant les différents camps, en particulier les communautés de Ba’aj et Sinjar. Alors que les agences donatrices se sont montrées plus disposées à soutenir les communautés de Sinjar, les principaux survivants du génocide perpétré par l’État islamique, NP a insisté pour maintenir sa présence dans les deux localités afin d’avoir un impact plus systémique. Cette stratégie a porté ses fruits. Au cours de l’année 2024, les EPC de Sinjar et de Ba’aj ont de plus en plus travaillé ensemble. L’EFP de Sinjar et l’équipe de protection des jeunes (EPJ) de Ba’aj ont collaboré à l’occasion de la Journée internationale de la paix en organisant une opération de plantation d’arbres dans une zone de retour mal desservie. L’EPJ de Ba’aj a également participé à la dixième commémoration du génocide des Yézidis

à Kocho et Qahtaniya et a effectué des patrouilles pour désamorcer les tensions entre les communautés yézidies et musulmanes, en coordination avec l’EPJ de Sinjar. En outre, ils ont demandé aux administrateurs de Facebook de supprimer les contenus qui sèment la discorde et ont contacté les chefs religieux pour qu’ils condamnent la rhétorique néfaste à l’égard des Yézidis. Ces efforts ont démontré de manière visible la solidarité et l’unité et ont contribué à modifier les récits de douleur, de reproches et de haine, tout en réduisant les stéréotypes et les peurs.

Les équipes communautaires pour la paix comme multiplicateurs de force

Les efforts déployés par NP et les EPC ont contribué à la cohésion sociale de diverses manières au niveau des personnes, des communautés et des institutions. Ces efforts s’étendent et touchent diverses facettes des processus humanitaires et de développement. L’EFP de Ba’aj, par exemple, sert désormais d’interlocuteur principal entre la police et les femmes victimes de violence domestique et de harcèlement en ligne. L’EFP d’Imam Gharbi joue un rôle similaire en ouvrant des canaux de communication pour les femmes rapatriées qui sont confrontées à la stigmatisation et à la discrimination qui limitent leur accès à des possibilités d’emploi fiables. Fin 2024, des EPJ de Sinjar et de Ba’aj ont uni leurs forces pour plaider en faveur d’écoles du soir pour les élèves du secondaire à Qahtaniya et Adnaniya. Les préoccupations sécuritaires ont été à l’origine de l’action initiale – le manque d’accès à l’éducation augmente le risque de radicalisation – mais son impact a finalement été beaucoup plus diversifié, renforçant la collaboration entre des communautés divisées et étendant les réseaux des EPC au secteur de l’éducation. Enfin, l’EFP de Hardan, Sinjar, a surmonté de multiples barrières sociales pour plaider auprès du gouvernement la cause du manque d’eau et de l’insuffisance des infrastructures routières à Hardan, Sinjar. Cela a permis d’apaiser les tensions au sein de la communauté yézidie et de réduire le ressentiment à l’égard de la population arabe sunnite, qui était perçue comme ayant un meilleur accès aux services.

Mettre en relation les détenteurs d’obligations avec les communautés pour répondre à leurs besoins

Un dernier domaine de contribution à la cohésion sociale par NP et les EPC a été l’établissement de relations de collaboration entre la société civile et les institutions gouvernementales. NP a par exemple



Ci-dessus : EFP de Hardan. Hardan, Sinjar, Irak, 2024. © NP
À droite : Membre d'une EPC dans une école de filles. Ba'aj, Irak, 2024. © NP
Ci-dessous : Conférence des EPC. Irak, 2024. © NP



réuni les EPC, le service de sécurité nationale et la police communautaire dans le cadre d'un forum de sécurité communautaire à Sinjar, afin d'échanger et de discuter sur le problème de l'extorsion en ligne. Par conséquent, les différentes parties communiquent désormais directement entre elles pour signaler les cas et y répondre, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à NP pour faciliter le processus. Les détenteurs d'obligations sont également devenus plus flexibles et proactifs dans leurs actions en n'exigeant plus une plainte formelle avant de prendre des mesures pour prendre des mesures contre l'extorsion en ligne. En fait, les détenteurs d'obligations consultent désormais activement les EPC sur les questions de sécurité pour orienter leurs actions, par exemple en demandant aux EFP où leurs propres patrouilles devraient être effectuées. Cela est important, car les normes culturelles auraient auparavant empêché les femmes d'être considérées comme des sources d'information sur les questions de sécurité. Cela indique également que les détenteurs d'obligations reconnaissent la valeur des structures de l'intervention civile de paix. Parmi les autres résultats obtenus, citons la création d'un bureau de police communautaire à Ba'aj et l'amélioration de la coordination avec les EPC sur les mécanismes de signalement des violences basées sur le genre dans le sud de Mossoul.

NP a également joué un rôle essentiel dans le renforcement des mécanismes de redevabilité en instaurant un climat de confiance entre les détenteurs d'obligations et les communautés. Une avancée significative a été la collaboration entre NP et le chef de la police des droits humains à Mossoul, qui s'est penché sur les cas de mauvaise conduite et d'abus commis par les forces de police. NP a d'abord établi des relations entre la police des droits humains et les EPC, permettant à ces derniers de signaler directement au chef de la police les cas de violence et de mauvaise conduite de la part d'agents de police. Ce mécanisme a permis aux communautés de mettre les détenteurs d'obligations devant leurs responsabilités en matière de sécurité, encourageant ainsi le professionnalisme et l'impartialité au sein du secteur de la sécurité. Par exemple, lors d'une réunion avec le chef de la police des droits humains, l'EFP d'Imam Gharbi a fait part de ses inquiétudes quant à l'absence de mécanismes de signalement efficaces. Le chef a pris des mesures immédiates, en contactant le poste de police local pour activer une meilleure coordination avec les EPC. Ce plaidoyer a marqué un tournant, puisque les EPC et les forces de sécurité locales ont commencé à travailler ensemble à partir de ce moment-là.

En résumé, grâce à une combinaison de forums sur la sécurité communautaire, de réunions bilatérales et d'un suivi continu, NP et les EPC sont parvenues à améliorer la communication et la collaboration avec les détenteurs d'obligations. En réunissant les membres de la communauté, les forces de l'ordre, la police communautaire, les *hashd* tribaux, les chefs tribaux et d'autres parties prenantes dans le cadre de forums communs, NP et les EPC ont favorisé la responsabilité et la transparence. Les effets sont susceptibles d'améliorer de manière exponentielle la cohésion sociale et la sécurité, car des boucles de rétroaction positives se développent et renforcent la confiance et l'interdépendance croissantes entre les détenteurs d'obligations et les communautés. Même à Ba'aj- où la confiance dans les acteurs de la sécurité est faible – des élèves ont indiqué que la reprise des patrouilles de police autour de l'école leur a permis de se sentir plus en sécurité.

Vers une cohésion sociale à plus long terme

Malgré les progrès accomplis, il reste encore beaucoup à faire. De nombreuses personnes ayant survécu à des années de violence, d'exclusion et de discrimination ne sont pas disposées à s'engager en faveur de la paix. Les survivants de l'État islamique confient souvent qu'il est difficile de s'occuper des autres alors que leurs propres droits ne sont pas encore respectés. Les traumatismes des survivants yézidis du génocide n'étant toujours pas résolus et se trouvant transmis à la génération suivante, leur perception des autres communautés comme étant des auteurs ou des spectateurs passifs a peu de chances de changer rapidement. Néanmoins, le changement dans la manière dont les communautés et les détenteurs d'obligations abordent la sécurité et la coexistence est un début important et essentiel pour la cohésion sociale, car il permet de reconstruire les liens sociaux et la confiance qui ont été rompus depuis 2014.

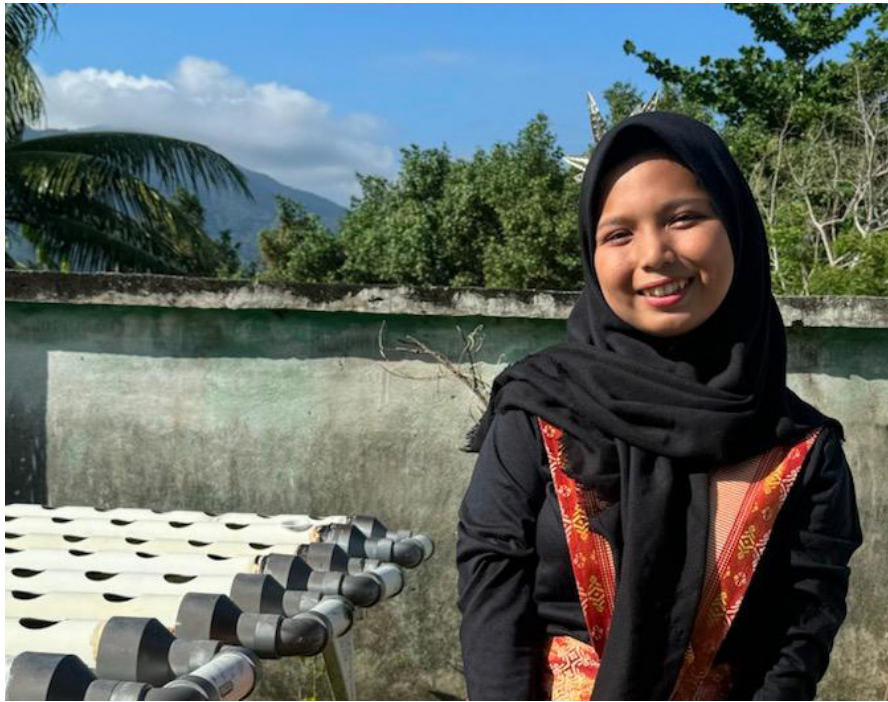
[17] Les ingrédients clés de la cohésion sociale comprennent généralement les relations sociales, l'interconnexion, l'orientation vers le bien commun et l'égalité.

[18] Les EPC sont composées de membres de la communauté. Leur composition exacte dépend du groupe, mais s'étend au genre, à la démographie et à la composition ethnoreligieuse. Certaines sont réservées aux femmes ou aux jeunes. À Ba'aj, au sud de Mossoul, et à Zummar, les EPC sont composées d'Arabes sunnites (et des Kurdes à Zummar). À Sinjar, la composition principale est constituée de Yézidis – une à Hardan, une à Qahtaniya et deux dans la ville de Sinjar. Une équipe de protection des jeunes (EPJ) est composée à la fois de chiïtes et de Yézidis.



À gauche : Conférence des EPC. Irak, mai 2024. © NP
Ci-dessous : Les EPC au festival de la paix de Qayyarah. Qayyarah, Irak, septembre 2023. © NP





Ci-dessus : Aulia, Aceh, Indonésie.
Février 2024. © NP
À droite : Partenaires lors de l'atelier
de lancement à Aceh, décembre
2022. © Flower Aceh



**« Une douleur cachée
comme une cicatrice sur mon
corps
Je l'ai ressentie
Un traumatisme durable qui
ne disparaîtra jamais
Même avec des millions de
dollars. »**

**Extrait de « Wounds and I »
par Aulia, une participante
au programme avec Flower
Aceh, un partenaire de NP
Indonésie¹⁹**

de pauvreté ont diminué. Cependant, malgré des progrès significatifs, certains aspects de l'accord de paix restent non résolus. L'ATRC ne dispose d'aucun pouvoir judiciaire et ses ressources sont limitées. Les efforts de réconciliation et de justice au sein des communautés locales, notamment l'indemnisation des survivants de violations et d'abus des droits humains, ont pris un retard considérable. De nouveaux restes humains des victimes du conflit continuent à être découverts et de nombreuses personnes, notamment des femmes et des filles, ont été exclues des efforts visant à mener à bien le processus de paix.²¹ En outre, l'application de la loi islamique à Aceh dans le cadre de l'accord de paix a créé de sérieux obstacles pour les femmes et les filles qui souhaitent signaler les viols ou les autres formes de violence sexuelle, et nombre de ses dispositions constituent une violation du droit et des normes internationales et nationales en matière des droits humains.

Ces lacunes persistantes sont bien plus que de simples négligences administratives – ce sont des zones de vulnérabilité où les traumatismes non traités et l'exclusion systémique pourraient raviver les cycles de méfiance et de préjudice. Dans ce contexte, la protection ne se limite pas à une simple intervention physique, mais consiste à créer un espace propice à la guérison, à réparer les relations et à briser le silence afin de restaurer la dignité.

Au cours des années 2023 et 2024, NP s'est engagée à soutenir l'achèvement du processus de paix d'Aceh en soutenant les efforts locaux visant à renforcer la justice transitionnelle, à protéger les droits des femmes et à promouvoir l'engagement civique. Dans son rôle de catalyseur et de rassembleuse, NP a réuni six organisations de la société civile – dont certaines avaient perdu le contact les unes avec les autres ou avaient des objectifs divergents – reconstituant ainsi un tissu protecteur qui commençait à s'effiloche. Au lieu de fournir une protection de première ligne, NP a travaillé en coulisses pour faciliter des stratégies communes, rétablir la confiance mutuelle et promouvoir l'action collective. Une étape supplémentaire vers la localisation a été franchie avec la création de Nurani Perdamaian Indonesia, une fondation locale dirigée par du personnel d'Aceh et régie par un conseil d'administration indonésien, avec le soutien de NP.

De la justice transitionnelle à la guérison collective

La vérité et la réconciliation restent l'un des chantiers en suspens du processus de paix d'Aceh. L'ATRC, créée par le gouvernement d'Aceh, a été confrontée à de multiples défis, notamment des sensibilités politiques, un soutien institutionnel limité, une incertitude nationale en matière de justice transitionnelle et des contraintes financières. L'enregistrement des expériences personnelles de violence demeure un sujet important pour de nombreuses victimes dans le processus de résolution de leurs griefs. En son absence, nombre d'entre elles refusent d'accepter d'autres formes de réparation. Cette blessure ouverte a entravé l'aboutissement du processus de paix d'Aceh. L'absence de reconnaissance publique des actes de violence est devenue une menace silencieuse pour la paix. Laissé inexprimé, le grief se calcifie. Laissé non entendu, il isole. Et l'isolement engendre le ressentiment. NP est intervenue, non pas pour amplifier la voix des victimes, mais pour les écouter, leur témoigner sa solidarité et créer des liens. Il s'agissait là d'un domaine clé sur lequel les partenaires locaux ont sollicité le soutien de NP.

En 2023 et 2024, NP et ses partenaires, notamment le KontraS Aceh et l'ONG Koalisi HAM, ont progressé en renforçant l'engagement de la société civile et sa sensibilisation à la justice transitionnelle, en renforçant le plaidoyer en faveur des réparations et en facilitant l'autonomisation des survivants. Les deux partenaires locaux ont réuni des survivants, des organisations de la société civile et des représentants du gouvernement pour encourager un dialogue plus inclusif autour de la vérité et de la réconciliation. Les survivants, notamment les femmes, ont activement participé aux processus de déclaration, en permettant que leurs expériences figurent dans les rapports officiels. KontraS et Koalisi ONG HAM ont également aidé le personnel de l'ATRC à améliorer ses pratiques en matière de documentation et à faciliter une meilleure analyse des données, ce qui a contribué à soutenir les efforts de plaidoyer. Cette aide a renforcé la volonté politique des parlementaires de traiter des violations passées des droits humains et a placé la question de la justice transitionnelle au cœur du débat législatif. Enfin, les deux partenaires de NP ont recueilli 1 204 déclarations de survivants qui ont permis d'obtenir une indemnisation financière pour 245 d'entre eux. Les efforts conjugués ont favorisé une évolution culturelle vers plus d'ouverture lorsque les survivants ont commencé à parler plus ouvertement des injustices passées. À mesure que de plus en plus de survivants se manifestaient, d'autres les ont suivis, transformant le silence en résilience collective. Ils ont

Indonésie

PROMOUVOIR LA RÉCONCILIATION, LA GUÉRISON ET LES DROITS DES FEMMES À ACEH

Un processus de paix réussi, mais inachevé

En 2005, quelques mois après le tsunami qui a dévasté Aceh, un accord de paix révolutionnaire a été conclu, accordant à Aceh une autonomie politique. Cela a mis fin à près de trois décennies d'un affrontement armé dont on estime qu'il a fait 30 000 morts.²⁰ L'accord prévoyait la formation d'une

Commission vérité et réconciliation d'Aceh (ATRC), des dispositions relatives aux réparations et l'intégration du droit pénal islamique d'Aceh (*jinayat*) dans le cadre juridique régional.

Près de vingt ans plus tard, la situation à Aceh s'est considérablement améliorée. La Commission vérité et réconciliation d'Aceh (ATRC), bien qu'elle ait été mise en place avec 11 ans de retard, a documenté les exactions commises pendant la guerre civile. Divers efforts ont été déployés pour traiter la question des réparations et réformer le code pénal. L'activité économique a augmenté et les taux

également soutenu une intégration plus profonde des principes et des pratiques de justice transitionnelle au sein des structures de gouvernance d'Aceh, et une plus grande attention portée à la consolidation de la paix et à la protection des droits humains au Parlement.

NP a aidé ses deux partenaires dans l'enregistrement et l'analyse des déclarations et a favorisé un processus plus holistique et créatif en associant un éventail plus large d'acteurs, notamment les organisations de défense des droits des femmes décrites ci-dessous. Lorsque les partenaires ont eu du mal à maintenir leurs efforts en pleine campagne électorale nationale, NP les a aidés à mobiliser et à former les organisations de survivants au processus d'enregistrement des déclarations. Ce changement, qui consiste à aider les survivants à assumer le rôle de facilitateurs de la vérité, illustre bien l'approche de NP en matière de protection axée sur la communauté. Cela a amélioré la qualité des déclarations, car les survivants étaient plus vulnérables que les personnes chargées de recueillir les déclarations de l'ATRC et appréciaient les nuances des détails qui font toute la différence dans une déclaration. Les survivants ont parlé plus librement, sachant qu'ils n'étaient pas observés, mais compris. Cela a également permis de recueillir davantage de déclarations que prévu, les victimes se sentant plus à l'aise pour partager leur histoire avec d'autres survivants. Par ailleurs, cela a déclenché une nouvelle vague d'engagement civique et un passage de la recherche de la vérité et de la réconciliation par les voies officielles à des efforts au sein des communautés pour une guérison collective.

L'élargissement de l'objectif ou l'évolution d'une redevabilité formelle vers un engagement et un apaisement communautaires survenant naturellement met en évidence le potentiel de l'ICP comme pratique axée sur les personnes, la sécurité relationnelle et le pouvoir de guérison qu'a la non-violence. En créant un espace plus sûr où les survivants peuvent exprimer leurs expériences d'injustice dans leurs relations avec les autres, et par un engagement proactif avec les personnes au pouvoir pour lutter contre l'injustice et l'insécurité, NP et ses partenaires ont contribué à guérir un cycle de violence de longue date à Aceh et à développer une culture de non-violence.

Renforcer la protection des femmes et des enfants dans le cadre de la charia

Le consortium mis en place par NP à Aceh était composé de divers groupes travaillant sur différentes

problématiques. Alors que KontraS et Koalisi ONG HAM se concentraient sur la vérité et la réconciliation, trois autres partenaires se sont attachés à prévenir les violences sexuelles, à promouvoir et protéger les droits des femmes et à inclure les femmes dans la consolidation de la paix, par le biais de formations au leadership, de plaidoyer politique, d'actions communautaires et de soutien aux survivants.

L'un de ces groupes est Flower Aceh, une organisation de défense des droits des femmes dont les leaders bénéficiaient d'un accompagnement protecteur des PBI (Brigades de paix internationales) pendant la guerre. Vingt-cinq ans plus tard, elle continue d'œuvrer pour la paix et la sécurité, et lutte aujourd'hui contre la violence systémique à l'égard des femmes. Une tâche notable que Flower Aceh et un autre partenaire, Balai Syura UIA, ont entreprise en 2023 et 2024 a été de faire campagne pour la révision du code pénal islamique appliqué à Aceh, *Qanun Jinayat*, en raison des insuffisances qu'il présente en matière de protection contre les violences sexuelles et basées sur le genre. Cette action a exigé beaucoup de courage et de diplomatie dans la mesure où la question était extrêmement délicate et que le rôle des femmes dans les affaires religieuses était limité, malgré leur rôle actif en tant que défenseuses des droits humains et artisanes de la paix. Au début de leur campagne, les groupes de femmes ont eu du mal à accéder aux parties prenantes influentes, notamment aux leaders religieux, en raison de leurs positions publiques sur la question de la réforme. Les parties prenantes ayant des opinions contraires ont campé sur leurs positions et n'ont accepté de dialoguer qu'à distance.

Cela a conduit NP à intervenir en tant que connecteur, en favorisant activement les liens entre les différentes parties prenantes au niveau local, régional et national. L'organisation a également mobilisé d'autres partenaires, notamment ceux qui œuvrent en faveur de la vérité et de la réconciliation, afin qu'ils utilisent leurs réseaux de défense des droits humains comme canaux supplémentaires permettant aux groupes de femmes d'accéder directement aux leaders religieux. Une fois cet accès obtenu, NP a aidé ses partenaires à réduire l'intensité de leurs campagnes agressives au profit d'un dialogue constructif – une approche profondément ancrée dans la non-violence. Cela a révélé que les préoccupations concernant les protections prévues par la charia étaient partagées dans une certaine mesure, mais qu'elles n'étaient exprimées qu'à huis clos. Sachant que les conversations dans les cercles privés différaient de ce

qui était dit publiquement, un engagement soutenu a été entrepris sur plusieurs fronts. Cela a permis aux leaders religieux de reconnaître progressivement et publiquement qu'il existe une marge d'amélioration de la politique dans la mise en œuvre de la charia. Ces résultats ont finalement conduit les leaders religieux à publier pour la première fois leur propre avis d'expert sur les questions et les problèmes qu'ils avaient identifiés dans le Code pénal islamique, renforçant ainsi l'adhésion d'autres acteurs influents.

Ces résultats sont significatifs, car le *Qanun Jinayat* fait partie des éléments d'autonomie appliqués uniquement à Aceh dans le cadre de l'accord de paix. Par conséquent, les autorités religieuses et gouvernementales se sont toujours abstenues d'aborder ou de reconnaître publiquement les préoccupations relatives à la violence sexuelle et basée sur le genre ainsi qu'aux droits des femmes dans le cadre de ce code, de peur de provoquer le mécontentement et de compromettre la stabilité acquise depuis la fin du conflit armé. Bien qu'une certaine opposition régionale à la révision du *Qanun Jinayat* subsiste, les efforts déployés par les groupes de femmes et le soutien progressivement acquis auprès des leaders religieux, du gouvernement central et de la population ont permis d'élaborer un projet politique de révision du *Qanun Jinayat*.²²

Rasyidah, leader communautaire de Aceh dans le domaine de la santé mentale, qui a travaillé avec NP et Flower Aceh. Aceh, Indonésie, 2024
© Denise Rafaeli Cadorniga/NP



[19] <https://nonviolentpeaceforce.org/acehs-next-generation-healing-trauma-through-poetry/>

[20] <https://asia-ajar.org/wp-content/uploads/2023/02/peace-day-aceh-01.03.2022-1-1.pdf>

[21] L'accord d'Helsinki a reconnu le rôle crucial de l'égalité de genre et de la participation des femmes au processus de paix. Les groupes de femmes d'Aceh ont joué un rôle essentiel dans la défense de l'égalité des droits et ont contribué à l'inclusion de dispositions relatives au genre dans l'accord de paix. Voir également : <https://www.thejakartapost.com/indonesia/2024/04/01/komnas-ham-opens-probe-into-bones-found-at-acehs-rumoh-geudong.html>

[22] Cela a également contribué à garantir que les enfants ne puissent pas être jugés en vertu du Qanun Jinayat et, dans le cas où ils auraient été victimes d'exploitation ou d'abus sexuels, leurs cas seront examinés en vertu du droit national, où leur protection fait davantage partie intégrante du processus.

États-Unis

AUTONOMISATION DES JEUNES ET RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE DANS LE NORD DE MINNEAPOLIS

Les États-Unis traversent une période d'instabilité, de bouleversements et de tensions croissantes : le nombre de groupes de haine augmente, les ventes d'armes atteignent des niveaux records et différentes villes du pays constatent une érosion des filets de sécurité sociale tels que le logement et l'éducation, ainsi qu'une augmentation des réponses punitives face à l'insécurité.²³ Au Minnesota, où NP est présente depuis 2020, cela se traduit par une augmentation des inégalités raciales, un accès à l'éducation de plus en plus difficile et une recrudescence de la violence liée aux armes à feu et aux gangs, qui touchent les jeunes de manière disproportionnée.

Face à ces défis, NP a concentré ses efforts à Minneapolis sur le travail auprès des jeunes de Northside, un quartier de la ville qui a connu un déclin économique persistant pendant plusieurs années et où deux gangs sévissent. De

nombreux jeunes de Northside sont à risque de recourir à la violence et d'en être victimes. Dans les quartiers à faibles revenus, le taux de violence est trois à quatre fois plus élevé que dans les autres quartiers, un taux exacerbé par la rareté des opportunités d'emploi, des réseaux professionnels plus fragiles et des revenus plus faibles. L'essentiel de la criminalité et de la violence des gangs dans le nord de Minneapolis est le fait de jeunes sans compétences et dépourvus d'opportunités. On constate ainsi que certains se sentent contraints de se tourner vers le trafic de drogue et de rejoindre des gangs pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, ce qui leur permet de retrouver un sentiment d'appartenance et de communauté.

Créer des espaces plus sûrs pour la guérison

À Northside, NP vise à briser le cycle de la violence et à proposer un modèle de sécurité communautaire plus holistique, participatif et moins violent. L'approche de NP pour briser les cycles de violence s'est concentrée sur le processus menant de l'école à la prison, un système qui pousse les mineurs et les jeunes adultes issus de milieux défavorisés à quitter les salles de classe pour se retrouver dans le système judiciaire et pénal pour mineurs. En sensibilisant les jeunes et en les associant à des activités régulières de guérison et d'apprentissage, le risque qu'ils soient victimes de violence ou qu'ils y participent peut être atténué.

Dans le cadre de ce processus, NP a réuni la protection et la



Ci-dessus : Les artisans de la paix de la communauté de NP dirigeant une formation. Minneapolis, États-Unis. 13 mai 2024. © NP
Page suivante : Peinture murale dans l'espace communautaire de NP. Minneapolis, États-Unis © NP

guérison, deux domaines d'activité qui sont souvent séparés. Lorsque les soldats protègent, ils revêtent généralement une armure et « s'endurcissent » ; pour que la guérison puisse se faire, en revanche, il faut s'ouvrir et se rendre vulnérable. À l'inverse, NP s'est concentré sur la création d'espaces de sécurité relationnelle où les jeunes peuvent explorer la sécurité en s'ouvrant et en se connectant aux autres. Grâce à des activités telles que les Cercles de guérison, NP a créé des environnements où les jeunes peuvent se réunir dans des espaces plus sûrs pour échanger et discuter des défis liés à leur sécurité, apprendre à contrôler leurs émotions et résoudre leurs différends par la non-violence, comme alternative à la résolution violente des conflits. Deux fois par semaine, de 5 à 18 jeunes de Minneapolis participent aux Cercles de guérison. Dans ces espaces, on ne porte aucun jugement, une seule personne parle à la fois et on accepte d'être en désaccord les uns avec les autres. En discutant de questions difficiles dans un groupe sûr, les jeunes développent la force et la capacité nécessaires pour exposer publiquement leurs vulnérabilités, sans

se sentir faibles ou menacés.

Le courage et la confiance que les jeunes ont acquis grâce aux Cercles de guérison ont également eu un impact sur d'autres aspects de leur vie. Un jeune a signalé que son enseignante l'avait approché pour lui dire que les nouvelles activités qu'il faisait en dehors de l'école étaient visibles et qu'il devait continuer comme ça. Elle avait constaté une nette amélioration de sa participation et de ses efforts en classe. D'autres jeunes participants ont évoqué le courage de s'exprimer, la capacité de maîtriser leurs émotions sans recourir à la violence et de s'exprimer avec assurance plutôt qu'avec agressivité face à une situation injuste ou à un conflit. Parfois, même des adultes proches des jeunes sont venus au cercle de guérison et ont partagé leurs difficultés. Les jeunes ont désormais commencé à se relayer pour animer et encadrer tout le monde, même les adultes. Ils ont découvert leur capacité non seulement à s'aider eux-mêmes, mais aussi à servir les autres.



Mentorat individuel

Un autre aspect du travail de NP auprès des jeunes est l'encadrement et le mentorat individuels. Chaque jour, 10 jeunes hommes consultent les membres du personnel de NP pour parler de leur « combat quotidien avec la vie », de l'amélioration de leurs notes et de leurs efforts pour éviter les bagarres et autres situations difficiles. Ce lien quotidien leur a fourni un filet protecteur fait de soutien, d'encouragements et de réconfort. Ce mentorat régulier a entraîné des changements de comportement notables, tant dans ce contexte qu'à l'extérieur. Par exemple, un jeune homme qui avait auparavant des démêlés réguliers avec la justice pénale et manquait souvent ses entraînements sportifs a été encouragé grâce au mentorat, ce qui l'a amené à s'impliquer et à s'engager davantage dans ses relations avec son entourage. Avec le temps, il a commencé à venir régulièrement et à l'heure aux entraînements de basket, ce qui lui a valu de pouvoir jouer pendant le dernier match.

« Voilà ce qui se passe lorsque nous nous impliquons auprès des enfants en tant que personnes – lorsque nous les considérons non pas comme des numéros ou des dossiers, mais comme des *êtres humains* avec leurs histoires, leurs difficultés et un potentiel incroyable. Ils commencent à venir pour eux-mêmes – et les uns par rapport aux autres – de manières différentes. Ils commencent à construire de nouveaux cycles »,²⁴ a expliqué Odell Wilson, artisan de la paix communautaire (NP) et entraîneur et mentor de basketball à temps partiel.

Transformer le quartier par l'action collective et la protection directe

La communauté du nord de Minneapolis, où travaille NP, remarque que quelque chose change. Les gens constatent que ces jeunes ont de bonnes notes, évitent les ennuis et font preuve d'un réel engagement envers leur avenir. Comme le souligne Odell : « Notre travail de consolidation de la paix auprès des jeunes fait la différence. Et aujourd'hui, plus que jamais, la communauté nous demande de poursuivre nos efforts, d'aider ces jeunes qui prouvent à eux-mêmes et aux autres de quoi ils sont capables. » Lorsque l'équipe de NP s'est installée dans le quartier, le taux de criminalité était élevé. La police et les ambulances étaient présentes presque quotidiennement, et on voyait souvent des personnes sous l'emprise de la drogue aux arrêts de bus. Aujourd'hui, le sentiment de sécurité est bien meilleur. Les parents s'inquiètent moins pour la sécurité de leurs enfants aux arrêts de bus à proximité, et la présence policière a considérablement diminué.

Une présence constante au sein de la communauté a été essentielle à cette transformation, tout comme des actions collectives telles que le nettoyage des rues. Ces réussites ne viennent pas toutes seules, et les collaborations de NP avec des organisations communautaires et des groupes religieux ont joué un rôle crucial pour favoriser la sécurité, notamment Brothers EMpowered, Restoration Inc., A Mother's Love et Twin Cities Recovery Project²⁵ en se concentrant sur

la prévention de la toxicomanie.²⁶

La réputation de NP et ses solides relations au sein de la communauté lui assurent également l'acceptation nécessaire pour intervenir directement lors d'incidents violents et désamorcer la situation. Par exemple, lorsqu'une bagarre a éclaté devant le magasin de boissons alcoolisées entre deux hommes du quartier que NP connaissait, deux membres de NP se sont précipités sur les lieux.²⁷ La police était déjà arrivée et avait menotté les hommes, mais la confiance que la police accordait à NP l'a convaincue de les libérer et de laisser NP gérer la situation. Par conséquent, le personnel de NP a pu aider les personnes impliquées à résoudre leur conflit sans recourir à la force, de sorte qu'à la fin, les deux hommes se sont serré la main et ont mis fin à leur dispute.

En interrompant le cycle école-prison, en conjuguant la protection et la guérison, en créant des opportunités d'action collective et en réagissant directement aux incidents de violence, NP et la communauté du nord de Minneapolis montrent un exemple d'approche non violente et communautaire de la sécurité. Cela illustre à quoi peut ressembler la création conjointe de la sécurité communautaire en milieu urbain, une façon de relever les défis en matière de sécurité publique, aux États-Unis et ailleurs. Bien que la vision et le modèle diffèrent d'une communauté à l'autre, les besoins humains fondamentaux établiront les fondements pour tous, car la sûreté et la sécurité sont des besoins humains fondamentaux. Comme l'a exprimé Will Wallace : « La sécurité, c'est comme être au parc, sans avoir à esquiver les balles... La sécurité, c'est lorsque les jeunes sont capables d'assurer la sécurité de leur communauté et de responsabiliser leurs amis. La sécurité c'est aussi lorsque les enfants ne sont pas sans abri. Vous savez, la sécurité c'est aussi quand il y a de quoi manger sur la table. Toutes ces conditions doivent être remplies. »²⁸

« C'est ce qui se passe lorsque nous nous impliquons auprès des enfants en tant que personnes, lorsque nous les considérons pas comme des numéros ou des dossiers, mais comme des êtres humains. »

[24] <https://www.brookings.edu/articles/in-washington-dc-and-elsewhere-tough-on-crime-policies-make-cities-less-safe/>

[25] <https://www.brothersempowered.org/>; <https://www.restorationinc.org/>; <https://www.amothersloveinitiative.org/>; and <https://www.twincitiesrecoveryproject.org/>

[26] <https://nonviolentpeaceforce.org/more-than-a-car-ride-the-quiet-power-of-showing-up/>

[27] <https://nonviolentpeaceforce.org/peace-by-peace-direct-intervention-community-transformation-in-north-minneapolis/>

[28] <https://www.minnpost.com/metro/2025/03/can-downward-gun-violence-trends-in-north-minneapolis-curb-a-perception-that-its-unsafe/>

Donateurs gouvernementaux et institutionnels en 2024



TRANSFORMER LA RÉPONSE DU MONDE AU CONFLIT

Nous protégeons les civils otages de conflits violents grâce à des stratégies non armées. Nous construisons la paix en travaillant main dans la main avec les communautés locales. Nous plaidons pour une adoption généralisée de ces approches afin de protéger les vies humaines et préserver la dignité. Nous envisageons une culture mondiale de paix dans laquelle les conflits au sein des communautés et des pays et entre eux sont gérés par des moyens non violents.

www.nonviolentpeaceforce.org

CONTACTEZ-NOUS !

BUREAU AUX ÉTATS-UNIS
2143 Lowry Ave N, Suite A
Minneapolis, MN 55411
États-Unis
Tél. : +1 612 871 0005
info@nonviolentpeaceforce.org

SIÈGE SOCIAL
Rue de Lausanne 80-82
1202 Genève
Suisse
Tél. : +41 (0)22 552 66 10
headoffice@nonviolentpeaceforce.org